ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 23 ΙΟΥΛΙΟΥ 1975	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 180

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 90

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Βιέννῃ τὴν 24ην Ἀπριλίου 1963 ὑπογραφείσης Διεθνοῦς Συμβάσεως ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Σχέσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Βιέννῃ ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὑπογραφεῖσα τὴν 24ην Ἀπριλίου 1963 Διεθνὴς Σύμβασις ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Σχέσεων, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν:

CONVENTION DE VIENNE
SUR
LES RELATIONS CONSULAIRES

Les Etats parties à la présente Convention.

Rappelant que, depuis une époque reculée, des relations consulaires se sont établies entre les peuples.

Consients des Buts et des Principes de la Charte des Nations Unies concernant l'égalité souveraine des Etats, le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement de relations amicales entre les nations.

Considérant que la Conférence des Nations Unies sur les relations immunités diplomatiques a adopté la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques qui a été ouverte à la signature le 18 avril 1961.

Persuadés qu'une convention internationale sur les relations, privilèges et immunités consulaires contribuerait elle aussi à favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs constitutionnels et sociaux.

Convaincus que le but desdits privilèges et immunités est non pas d'avantager des individus mais d'assurer l'accomplissement efficace de leurs fonctions par les postes consulaires au nom de leurs Etats respectifs.

Affirmant que les règles du droit international coutumier continueront à régir les questions qui n'ont pas été expressément réglées dans les dispositions de la présente Convention.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Définitions

1. Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

a) l'expression «poste consulaire» s'entend de tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire ;

b) l'expression «circonscription consulaire» s'entend du territoire attribué à un poste consulaire pour l' exercice des fonctions consulaires ;

c) l'expression «chef de poste consulaire» s'entend de la personne chargée d'agir en cette qualité ;

d) l'expression «fonctionnaire consulaire» s'entend de toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires ;

e) l'expression «employé consulaire» s'entend de toute personne employée dans les service administratifs ou techniques d'un poste consulaire;

f) l'expression «membre du personnel de service» s'entend de toute personne affectée ai service domestique d'un poste consulaire ;

g) l'expression «membres du poste consulaire» s' entend des fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service ;

h) l'expression «membres du personnel consulaire» s'entend des fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire, des employés consulaires et des membres du personnel de service ;

i) l'expression «membre du personnel privé» s'entend d'une personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire ;

j) l'expression «locaux consulaires» s'entend des bâtiments ou des parties des bâtiments et du terraïn attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire. sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire ;

k) l'expression «archives consulaires» comprend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel du chiffre, les fichiers er les meubles destinés à les protéger et à les conserver.

2. Il existe deux catégories de fonctionnaires consus laires, : les fonctionnaires consulaires de carrière et le- fonctionnaires consulaires honoraires. Les dispositions du chapitre II de la présente Convention s'appliquens aux postes consulaires dirigés par des fonctionnairet consulaires de carrière ; les dispositions du chapitre III

s'appliquent aux postes consulaires dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires.

3. La situation particulière des membres des postes consulaires qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence est régie par l'article 71 de la présente Convention.

CHAPITRE PREMIER
LES RELATIONS CONSULAIRES EN GENERAL
SECTION I. ETABLISSEMENT ET CONDUITE DES RELATIONS CONSULAIRES

Article 2

Etablissement de relations consulaires.

1. L'établissement de relations consulaires entre Etats se fait par consentement mutuel.

2. Le consentement donné à l'établissement de relations diplomatiques entre deux Etats implique, sauf indication contraire, le consentement à l'établissement de relations consulaires.

3. La rupture des relations diplomatiques n'entraîne pas ipso facto la rupture des relations consulaires.

Article 3

Exercice des fonctions consulaires

Les fonctions consulaires sont exercées par des postes consulaires. Elles sont aussi exercées par des missions diplomatiques conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 4

Etablissement d'un poste consulaire.

1. Un poste consulaire ne peut être établi sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription consulaire sont fixés par l'Etat d'envoi et soumis à l'approbation de l'Etat de résidence.

3. Des modifications ultérieures ne peuvent être apportées par l'Etat d'envoi au siége du poste consulaire, à sa classe ou à sa circonscription consulaire qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

4. Le consentement de l'Etat de résidence est également requis si un consulat général ou un consulat veut ouvrir un vice-cconsulat ou une agence consulaire dans une localité autre que celle où il est lui-même établi.

5. Le consentement exprès et préalable de l'Etat de résidence est également requis pour l'ouverture d'un bureau faisant partie d'un consulat existant, en dehors du siège de celui-ci.

Article 5

Fonctions consulaires.

Les fonctions consulaires consistent à :

a) protéger dans l'Etat de résidence les intérêts de l'Etat d'envoie et de ses ressortissants, personnes physiques et morales, dans les limites admises par le droit international ;

b) favoriser le développement de relations commerciales, économiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence et promouvoir de toute autre manière des relations amicales entre eux dans le cadre des dispositions de la présente Convention ;

c) s'informer, par tous les moyens licites, des conditions et de l'évolution de la vie commerciale, économique, culturelle et scientifique de l'Etat de résidence, faire rapport à ce sujet au goumernement de l'Etat d'envoi et donner des renseignements aux personnes interessées ;

d) délivrer des passeports et des documents de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi, ainsi que des visas et documents appropries aux personnes qui désirent se rendre dans l'Etat d'envoi;

e) prêter secours et assistance aux ressortissants, personnes physiques et morales, de l'Etat d'envoi;

f) agir en qualité de notaire et d'officier d'état civil et exercer des fonctions similaires, ainsi que certaines fonctions d'ordre administratif, pour autant que les lois et règlements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas ;

g) sauvegarder les intérêts des ressortissants, personnes physiques et morales, de l'Etat d'envoi, dans les successions sur le territoire de l'Etat de residence, conformément aux lois et règlements de l'Etat de residence;

h) sauvegerder, dans les limites fixées par les lois et réglements de l'Etat de résidence, les intérêts des mineurs et des incapables, ressortissants de l'Etat d'envoi, particulièrement lorsque l'institution d'une tutelle ou d'une curatelle à leur égard est requise ;

i) sous réserve des pratiques et procédures en vigueur dans l'Etat de résidence, représenter les ressortissants de l'Etat d'envoi ou prendre des dispositions afin d'assurer leur représentation appropriée devant les tribunaux ou les autres autorités de l'Etat de résidence pour demander, conformément aux lois et règlement de l'Etat de residence, l'adoption de mesures provisoires en vue de la sauvegarde des droits et intérêts de ces ressortissants lorsque, en raison de leur abensce ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts ;

j) transmettre des actes judiciaires et extra-judiciaires ou exécuter des commissions rogatoires conformément aux accords internationaux en vigueur ou, à défaut de tels accords, de toute manière compatible avec les lois et règlements de l'Etat de résidence ;

k) exercer les droits de contrôle et d'inspection prévues par les lois et règlements de l'Etat d'envoi sur les navires de mer et sur les bateaux fluviaux ayant la nationalité de l'Etat d'envoi et sur les avions immatriculés dans cet Etat, ainsi que sur leurs équipages ;

l) prêter assistance aux navires, bateaux et avions mentionnés à l'alinéa k du présent article, ainsi qu' à leurs équipages, recevoir les déclarations sur le voyage de ces navires et bateaux, examiner et viser les papiers de bord et, sans préjudice des pouvoirs des autorités de l'Etat de résidence, faire des enquêtes concernant les incidents survenus au cours de la traversée et régler, pour autant que les lois et règlements de l'Etat d'envoi l'autorisent, les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les marins ;

m) exercer toutes autres fonctions confiées à un poste consulaire par l'Etat d'envoi que n'interdisent pas les lois et règlements de l'Etat de résidence ou auxquelles l'Etat de résidence ne s'oppose pas ou qui sont mentionnées dans les accords internationaux en vigueur entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

Article 6

Exercice des fonctions consulaires

en dehors de la circonscription consulaire

Dans des circonstances particulières, un fonctionnaire consulaire peut, avec le consentement de l'Etat de résidence, exercer ses fonctions à l'extérieur de sa circonscription consulaire.

Article 7

Exercice de fonctions consulaires dans un Etat tiers

L'Etat d'envoi peut, après notification aux Etats intéressés, et à moins que lun d'eux ne s'y oppose expressément, charger un poste consulaire établi dans un

Etat d'assumer l'exercice de fonctions consulaires dans un autre Etat.

Article 8

Exercice de fonctions consulaires pour le compte d'un Etat tiers

Après notification appropriée à l'Etat de résidence et à moins que celui-ci ne s'y oppose, un poste consulaire de l'Etat d'envoi peut exercer des fonctions consulaires dans l'Etat de résidence pour le compte d'un Etat tiers.

Article 9

Classes des chefs de poste consulaire.

1. Les chefs de poste consulaire se répartissent en quatre classes, à savoir :

a) consuls généraux ;
b) consuls ;
c) vice-consuls ;
d) agents consulaires.

2. Le paragraphe 1 du présent article ne limite en rien le droit de l'une quelconque des Parties Contractantes de fixer la dénomination des fonctionnaires consulaires autres que les chefs de poste consulaire.

Article 10

Nomination et admission des chefs de poste consulaire

1. Les chefs de poste consulaire sont nommés par l' Etat d'envoi et sont admis à l'exercice de leurs fonctions par l'Etat de résidence.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, les modalités de la nomination et de l' admission du chef de poste consulaire sont fixées respectivement par les lois, réglements et usages de l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence.

Article 11

Lettre de provision ou notification de la nomination

1. Le chef de poste consulaire est pourvu par l'Etat d'envoi d'un document, sous forme de lettre de provision ou acte similaire, établi pour chaque nomination, attestant sa qualité et indiquant, en règle générale, ses nom et prénoms, sa catégorie et sa classe, la circonscription consulaire et le siège du poste consulaire.

2. L'Etat d'envoi transmet la lettre de provision ou acte similaire, par la voie diplomatique ou toute autre voie appropriée, au gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel le chef de poste consulaire doit exercer ses fonctions.

3. Si l'Etat de résidence l'accepte, l'Etat d'envoi peut remplacer la lettre de provision ou l'acte similaire par une notification contenant les indications prévues au paragraphe 1 du présent article.

Article 12

Exequatur

1. Le chef de poste consulaire est admis à l'exercice de ses fonctions par une autorisation de l'Etat de résidence dénommée «exequatur», quelle que soit la forme de cette autorisation.

2. L'Etat qui refuse de délivrer un exequatur n'est pas tenu de communiquer à l'Etat d'envoi les raisons de son refus.

3. Sous réserve des dispositions des articles 13 et 15, le chef de poste consulaire ne peut entrer en fonctions avant d'avoir reçu l'exequatur.

Article 13

Admission provisoire des chefs de poste consulaire

En attendant la délivrance de l'exequatur, le chef de poste consulaire peut être admis provisoirement à l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, les dispositions de la présente Convention sont applicables.

Article 14

Notification aux autorités de la circonscription consulaire.

Dès que le chef de poste consulaire est admis, même à titre provisoire, à l'exercice de ses fonctions, l'Etat de résidence est tenu d'informer immédiatement les autorités compétentes de la circonscription consulaire. Il est également tenu de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises afin que le chef de poste consulaire puisse s'acquiter des devoirs de sa charge et bénéficier du traitement prévu par les dispositions de la présente Convention.

Article 15

Exercice à titre temporaire des fonctions de chef de poste consulaire

1. Si le chef de poste consulaire est empêché d'exercer ses fonctions ou si son poste est vacant, un gérant intérimaire peut agir à titre prvisoire comme un chef de poste consulaire.

2. Les nom et prénoms du gérant intérimaire sont notifiés, soit par la mission diplomatique de l'Etat d'envoi, soit, à défaut d'une mission diplomatique de cet Etat dans l'Etat de résidence, par le chef du poste consulaire, soit, au cas où celui-ci est empêché de le faire, par toute autorité compétente de l'Etat d'envoi, au ministère des affaires étrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère. En règle générale, cette notification doit être faite à l'avance. L'Etat de résidence peut soumettre à son consentement l'admission comme gérant intérimaire d'une personne qui n'est ni un agent diplomatique ni un fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence.

3. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent prêter assistance et protection au gérant intérimaire. Pendant sa gestion, les dispositions de la présente Convention lui sont applicables au même titre qu'au chef du poste consulaire dont il s'agit. Toutefois, l'Etat de résidence n'est pas tenu d'accorder à un gérant intérimaire les facilités, privilèges ou immunités dont la jousissance par le chef du poste consulaire est subordonnée à des conditions que ne remplit pas le gérant intérimaire.

4. Lorsqu'un membre du personnel diplomatique de la représentation diplomatique de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence est nommé gérant intérimaire par l'Etat d'envoi dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, il continue à jouir des privilèges et immunités diplomatiques si l'Etat de résidence ne s'y oppose pas.

Article 16

Préséance entre les chefs de poste consulaire.

1. Les chefs de poste consulaire prennent rang dans chaque classe suivant la date de l'octroi de l'exequatur,

2. Au cas, cependant, où le chef d'un poste consulaire, avant d'obtenir l'exequatur, est admis à l'exercice de ses fonctions à titre provisoire, la date de cette admission provisoire détermine l'ordre de préséance; cet ordre est maintenu après l'octroi de l'exequatur.

3. L'ordre de préseance entre deux ou plusieurs chefs de poste consulaire qui ont obtenu l'exequatur ou l' admission provisoire à la même date est déterminé par la date à laquelle leur lettre de provision ou acte similaire a été présenté ou la notification prévue au paragraphe 3 de l'article 11 a été faite à l'Etat de résidence.

4. Les gérants intérimaires prennent rang après tous les chefs de poste consulaire. Entre eux, ils prennent rang selon les dates auxquelles ils ont pris leurs fonctions de gérants intérimaires et qui ont été indiquées dans les notifications faites en vertu du paragraphe 2 de l'article 15.

5. Les fonctionnaires consulaires honoraires chefs de poste consulaire prennent rang dans chaque classe après les chefs de poste consulaire de carrière, dans l'ordre et selon les règles établis aux paragraphes précédents.

6. Les chefs de poste consulaire ont la préséance sur les fonctionnaires consulaires qui n'ont pas cette qualité.

Article 17

Accomplissement d'actes diplomatiques par des fonctionnaires consulaires

1. Dans un Etat où l'Etat d'envoi n'a pas de mission diplomatique et n'est pas représenté par la mission diplomatique d'un Etat tiers, un fonctionnaire consulaire peut, avec le consentement de l'Etat de résidence, et sans que son statut consulaire en soit affecté, être chargé d'accomplir des actes diplomatiques. L'accomplissement de ces actes par un fonctionnaire consulaire ne lui confère aucun droit aux privilèges et immunités diplomatiques.

2. Un fonctionnaire consulaire peut, après notification à l'Etat de résidence, être chargé de représenter l'Etat d'envoi auprès de toute organisation intergouvernementale. Agisant en cette qualité, il a droit à tous les privilèges et immunités accordés par le droit international coutumier ou par des accords internationaux à un représentant auprès d'une organisation intergouvernementale; toutefois, en ce qui concerne toute fonction consulaire exercée par lui, il n'a pas droit à une immunité de juridiction plus étendue que celle dont un fonctionnaire consulaire bénéficie en vertu de la présente Convention.

Article 18

Nomination de la même personne comme fonctionnaire consulaire par deux ou plusieurs Etats.

Deux ou plusieurs Etats peuvent, avec le consentement de l'Etat de résidence, nommer la même personne en qualité de fonctionnaire consulaire dans cet Etat.

Article 19

Nomination des membres du personnel consulaire.

1. Sous réserve des dispositions des articles 20, 22 et 23, l'Etat d'envoi nomme à son gré les membres du personnel consulaire.

2. L'Etat d'envoi notifie à l'Etat de résidence les nom et prénoms, la catégorie et la classe de tous les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire assez à l'avance pour que l'Etat de résidence puisse, s'il le désire, exercer les droits que lui confère le paragraphe 3 de l'article 23.

3. L'Etat d'envoi, peut, si ses lois et règlements le requièrent, demander à l'Etat de résidence d'accorder un exequatur à un fonctionnaire consulaire qui n'est pas chef de poste consulaire.

4. L'Etat de résidence peut, si ses lois et règlements le requièrent, accorder un exequatur à un fonctionnaire consulaire qui n'est pas chef de poste consulaire.

Article 20

Effectif du personnel consulaire

A défaut d'accord explicite sur l'effectif du personnel du poste consulaire, l'Etat de résidence peut exiger que cet effectif soit maintenu dans les limites de ce qu'il considère comme raisonnable et normal, eu égard aux circonstances et conditions qui règnent dans la circonscription consulaire et aux besoins du poste consulaire en cause.

Article 21

Préséance entre les fonctionnaires consulaires d'un poste consulaire

L'ordre de préséance entre les fonctionnaires consulaires d'un poste consulaire et tous changements qui y sont apportés sont notifiés par la mission diplomatique de l'Etat d'envoi, ou, à défaut d'une telle mission dans l'Etat de résidence, par le chef du poste consulaire au ministère des affaires etrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère.

Article 22

Nationalité des fonctionnaires consulaires

1. Les fonctionnaires consulaires auront en principe la nationalité de l'Etat d'envoi.

2. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être choisis parmi les ressortissants de l'Etat de résidence qu'avec le consentement exprès de cet Etat, qui peut en tout temps le retirer.

3. L'Etat de résidence peut se réserver le même droit en ce qui concerne les ressortissants d'un Etat tiers qui ne sont pas également ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 23

Personne déclarée non grata

1. L'Etat de résidence peut à tout moment informer l'Etat d'envoi qu'un fonctionnaire consulaire est persona non grata ou que tout autre membre du personnel consulaire n'est pas acceptable. L'Etat d'envoi rappellera alors la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions dans ce poste consulaire, selon le cas.

2. Si l'Etat d'envoi refuse d'exécuter ou n'exécute pas dans un délai raisonnable les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'Etat de résidence peut, selon le cas, retirer l'exequatur à la personne en cause ou cesser de la considerer comme membre du personnel consulaire.

3. Une personne nommée membre d'un poste consulaire peut être déclarée non acceptable avant d'arriver sur le territoire de l'Etat de résidence ou, si elle s'y trouve déjà, avant d'entrer en fonctions au poste consulaire. L'Etat d'envoi doit, dans un tel cas, retirer la nomination.

4. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 1 et 3 du présent article, l'Etat de résidence n'est pas tenu de communiquer à l'Etat d'envoi les raisons de sa décision.

Article 24

Notification à l'Etat de résidence des nominations, arrivées et départs

1. Sont notifiés au ministère des affaires entrangères de l'Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère :

a) la nomination des membres d'un poste consulaire, leur arrivée après leur nomination au poste consulaire, leur départ définitif ou la cessation de leurs fonctions, ainsi que tous autres changements intéressant leur statut qui peuvent se produire au cours de leur service au poste consulaire;

b) l'arrivée et le départ définitif d'une personne de la famille d'un membre d'un poste consulaire vivant à son foyer et, s'il y a lieu, le fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famile;

c) l'arrivée et le départ définitif de membres du personnel privé et, s'il y a lieu, la fin de leur service en cette qualité;

d) l'engagement et le licenciement de personnes résidant dans l'Etat de résidence en tant que membres du poste consulaire ou en tant que membres du personnel privé ayant droit aux privilèges et immunités.

2. Chaque fois qu'il est possible, l'arrivée et le départ définitif doivent également faire l'objet d'une notification préalable.

SECTION II.
FIN DES FONCTIONS CONSULAIRES

Article 25

Fin des fonctions d'un membre d'un poste consulaire

Les fonctions d'un membre d'un poste consulaire prennent fin notamment par :

a) la notification par l'Etat d'envoi à l'Etat de résidence du fait que ses fonctions ont pris fin;

b) le retrait de l'exequatur;

c) la notification par l'Etat de résidence à l'Etat d'envoi qu'il a cessé de considérer la personne en question comme membre du personnel consulaire.

Article 26

Départ du territoire de l'Etat de résidence.

L'Etat de résidence doit, même en cas de conflit armé, accorder aux membres du poste consulaire et aux membres du personnel privé autres que les ressortissants de l'Etat de résidence, ainsi qu'aux membres de leur famille vivant à leur foyer, quelle que soit leur nationalité, le temps et les facilités nécessaires pour préparer leur départ et quitter son territoire dans les meilleurs délais après la cessation de leurs fonctions. Il doit en particulier, si besoin est, mettre à leur disposition les moyens de transport nécessaires pour eux-mêmes et pour leurs biens, à l'exception des biens acquis dans l'Etat de résidence dont l'exportation est interdite au moment du départ.

Article 27

Protection des locaux et archives consulaires et des intérêts de l'Etat d'envoi dans les circonstances exceptionnelles.

1. En cas de rupture des relations consulaires entre deux Etats :

a) l'Etat de résidence est tenu, même en cas de conflit armé, de respecter et de protéger les locaux consulaires, ainsi que les biens du poste consulaire et les archives consulaires;

b) l'Etat d'envoi, peut confier la garde des locaux consulaires, ainsi que des biens qui s'y trouvent et des archives consulaires, à un Etat tiers acceptable pour l'Etat de résidence.

c) l'Etat d'envoi peut confier la protection de ses intérêts et de ceux de ses ressortissants à un Etat tiers acceptable pour l'Etat de résidence.

2. En cas de fermeture temporaire ou définitive d'un poste consulaire, les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article sont applicables. En outre,

a) lorsque l'Etat d'envoi, bien que n'étant pas représenté dans l'Etat de résidence par une mission diplomatique, a un autre poste consulaire sur le territoire de l'Etat de résidence, ce poste consulaire peur être chargé de la garde des locaux du poste consulaire qui a été fermé, des biens qui s'y trouvent et des archives consulaires, ainsi que, avec le consentement de l'Etat de résidence, de l'exercice des fonctions consulaires dans la circonscription de ce poste consulaire; ou

b) lorsque l'Etat d'envoi n'a pas de mission diplomatique ni d'autre poste consulaire dans l'Etat de résidence, les dispositions des alinéas b) et c) du paragraphe 1 du présent article sont applicables.

CHAPITRE II.
FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LES POSTES CONSULAIRES, LES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES DE CARRIERE ET LES AUTRES MEMBRES D'UN POSTE CONSULAIRE

SECTION I.
FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LE POSTE CONSULAIRE

Article 28

Facilités accordées au poste consulaire pour son activité.

L' Etat de résidence accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions du poste consulaire.

Article 29

Usage des pavillon et écusson nationaux

1. L'Etat d'envoi a le droit d'utiliser son pavillon national et son écusson aux armes de l'Etat dans l'Etat de résidence conformément aux dispositions du présent article.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré et l'écusson aux armes de l'Etat placé sur le bâtiment occupé par le poste consulaire et sur sa porte d'entrée, ainsi que sur la résidence du chef de poste consulaire et sur ses moyens de transport lorsque ceux-ci sont utilisés pour les besoins du service.

3. Dans l'exercice du droit accordé par le présent article, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

Article 30

Logement

1. L'Etat de résidence doit, soit faciliter l'acquisition sur son territoire, dans le cadre de ses lois et règlements, par l'Etat d'envoi des locaux nécessaires au poste consulaire, soit aider l'Etat d'envoi à se procurer des locaux d'une autre manière.

2. Il doit également, s'il en est besoin, aider le poste consulaire à obtenir des logements convenables pour ses membres.

Article 31

Inviolabilité des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires sont inviolables dans la mesure prévue par le présent article.

2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pénétrer dans la partie des locaux consulaires que le poste consulaire utilise exclusivement pour les besoins de son travail, sauf avec le consentement du chef de poste consulaire, de la personne désignée par lui ou du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. Toutefois, le consentement du chef de poste consulaire peut être présumé acquis en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, l'Etat de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

4. Les locaux consulaires, leur ameublement et les biens du poste consulaire, ainsi que ses moyens de

transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique. Au cas où une expropriation serait nécessaire à ces mêmes fins, toutes dispositions appropriées seront prises afin d'éviter qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions consulaires et une indemnité prompte, adéquate et effective sera versée à l'Etat d'envoi.

Article 32

Exemption fiscale des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires et la résidence du chef de poste consulaire de carrière dont l'Etat d'envoi ou toute personne agissant pour le compte de cet Etat est propriétaire ou locataire sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, régionaux ou communaux, pourvu qu'il ne s'agisse pas de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exeption fiscale prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, ils sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi ou avec la personne agissant pour le compte de cet Etat.

Article 33

Inviolabilité des archives et documents consulaires

Les archives et documents consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Article 34

Liberté de mouvement.

Sous réserve de ses lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat de résidence assure la liberté de dèplacement et de circulation sur son territoire à tous les membres du poste consulaire.

Article 35

Liberté de communication.

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communications appropriés, y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. L'expression «correspondance officielle» s'entend de toute la correspondance relative au poste consulaire et à ses fonctions.

3. La valise consulaire ne doit être ni ouverte ni retenue. Toutefois, si les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont de sérieux motifs de croire que la valise contient d'autres objets que la correspondance, les documents et les objets visés au paragrapghe 4 du présent article, elles peuvent demander que la valise soit ouverte en leur présence par un représentant autorisé de l'Etat d'envoi. Si les autorités dudit Etat opposent un refus à la demande, la valise est renvoyée à son lieu d'origine.

4. Les colis constituant la valise consulaire doivent porter des marques extérieures visibles de leur caractère et ne peuvent contenir que la correspondance officielle, ainsi que des documents ou objets destinés exclusivement à un usage officiel.

5. Le courrier consulaire doit être porteur d'un document officiel attestant sa qualité et précisant le nombre de colis constituant la valise consulaire. A moins que l'Etat de résidence n'y consente, il ne doit être ni un ressortissant de l'Etat de résidence, ni, sauf s'il est ressortissant de l'Etat d'envoi, un résident permanent de l'Etat de résidence. Dans l'exercice de ses fonctions, ce courrier est protégé par l'Etat de residence. Il jouit de l'inviolabilite de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

6. L'Etat d'envoi, ses missions diplomatiques et ses postes consulaires peuvent désigner des courriers consulaires ad hoc. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 du présent article sont également applicables, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise consulaire dont il a la charge.

7. La valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef commercial qui doit arriver à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise, mais il n'est pas considéré comme un courrier consulaire. A la suite d'un arrangement avec les autorités locales compétentes, le poste consulaire peut envoyer un de ses membres prendre, directement et librement, possession de la valise des mains du commandant du navire ou de l'aéronef.

Article 36

Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi

1. Afin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissant de l'Etat d'envoi soit facilité.

a) les fonctionnaires consulaires doivent avoir la liberté de communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux. Les ressortissants de l'Etat d'envoi doivent avoir la même liberté de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux :

b) si l'intéressé en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque, dans sa circonscription consulaire, un ressortissant de cet Etat est arrêté, incarcéré ou mis état de détention préventive ou toute autre forme de détention. Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée, incarcérée ou mise en état de détention préventive ou toute autre forme de détention doit également être transmise sans retard par lesdites autorités. Celles-ci doivent sans retard informer l' intéreseé de ses droits aux termes du présent alinéa ;

c) les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprés d'un ressortissant de l'Etat d'envoi est incarcéré, en état de détention préventive ou toute autre forme de détention, de s'entretenir et de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice. Ils ont également le droit de se rendre auprès d'un ressortissant, de l'Etat d'envoi qui, dans leur circonscription, est incarcéré ou détenu en exécution d'un jugement. Néanmoins, les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose expressément.

2. Les droits visés au paragraphe 1du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toute fois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des

fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.

Article 37

Renseignements en cas de décès, de tutelle ou de curatelle, de naufrage et d'accident aérien.

Si les autorités compétentes de l'Etat le résidence possédent les renseignements correspondants, elles sont tenues :

a) en cas de décès d'un ressortissant de l'Etat d' envoi, d'informer sans retard le poste consulaire dans la circonscription duquel le décès a eu lieu :

b) de notifier sans retard au poste consulaire compés tent tous les cas où il y aurait lieu de pouvoir à la nomination d'un tuteur ou d'un curateur pour un ressortissant mineur ou incapable de l'Etat d'envoi. L'application des lois et règlements de l'Etat de résidence demeure toutefois réservée en ce qui concerne la nomination de ce tuteur ou de ce curateur ;

c) lorsqu'un navire ou un bateau a yant la nationalité de l'Etat d'envoi fait naufrage ou échoue dans la mer territoriale ou les eaux intérieures de l'Etat de résidence ou lorsque un avion immatriculé dans l'Etat d'envoi subit un accident sur le territoire de l'Etat de résidence, d'informer sans retard le poste consulaire le plus proche de l'endroit où l'accident a eu lieu.

Article 38

Communication avec les autorités de l'Etat de résidence.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires consulaires peuvent s'adresser :

a) aux autorités locales compétentes de leur circonscription consulaire;

b) aux autorités centrales compétentes de l'Etat de résidence si et dans la mesure où cela est admis par les lois, règlements et usages de l'Etat, de résidence ou par les accords internationaux en la matière.

Article 39

Droit et taxes consulaires.

1. Le poste consulaire peut percevoir sur le territoire de l'Etat de résidence les droits et taxes que les lois et règlements de l'Etat d'envoi prévoient pour les actes consulaires.

2. Les sommes perçues au titre des droits et taxes prévus au paragraphe 1 du présent article et les reçus y afférents sont exempts de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

SECTION II.

FACILITES, PRIVILEGES ET IMMUNITES CONCERNANT LES FONCTIONNAIRES DE CARRIERE ET LES AUTRES MEMBRES DU POSTE CONSULAIRE

Article 40

Protection des fonctionnaires consulaires.

L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et prendra toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

Article 41

Inviolabilité personnelle des fonctionnaires consulaires

1. Les fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive qu'en cas de crime grave et à la suite d'une décision de l'autorité judiciaire compétente.

2. A l'exception du cas prévu au paragraphe 1 du présent article, les fonctionnaires consulaires ne peuvent pas être incarcérés ni soumis à aucune autre forme de limitation de leur liberté personnelle, sauf en exécution d'une décision judiciaire définitive.

3. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités competentes. Toutefois, la procédure doit être conduite avec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire en raison de sa position officielle et, à l'exception du cas prevu au paragraphe 1 du présent article, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsque, dans les circonstances mentionnées au paragraphe 1 du prvésent article, il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire en état de d'attention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

Article 42

Notification des cas d'arrestation, de détention ou de poursuite.

En cas d'arrestation, de détention préventive d'un membre du personnel consulaire ou de poursuite pénale engagée contre lui, l'Etat de résidence est tenu d'en prévenir au plus tôt le chef de poste consulaire. Si ce dernier est lui-même visé par l'une de ces mesures, l'Etat de résidence doit en informer l'Etat d'envoi par la voie diplomatique.

Article 43

Immunité de juridiction.

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions consulaires.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile:

a) résultant de la consclusion d'un contrat passé par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire qu'il n'a pas conclu expressément ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi; ou

b) intenté par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

Article 44

Obligation de répondre comme témoin

1. Les membres d'un poste consulaire peuvent être appelés à répondre comme témoins au cours de procédures judiciaires et administratives. Les employés consulaires et les membres du personnel de service ne doivent pas refuser de répondre comme témoins, si ce n'est dans les cas mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Si un fonctionnaire consulaire refuse de témoigner, accune mesure coercitive ou autre sanction ne peut lui être appliquée.

2. L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner un fonctionnaire consulaire dans l'aacomplissement de ses fonctions. Elle peut recueillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3. Les membres d'un poste consulaire ne soit pas tenus de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

Article 45

Renonciation aux privilèges et immunités.

1. L'Etat d'envoi peut renoncer à l'égard d'un mem-

bre du poste consulaire aux privilèges et immunités prévus aux articles 41, 43 et 44.

2. La renonciation doit toujours être expresse, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article et doit être communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

3. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, dans une matière où il bénéficierait de l' immunité de juridiction en vertu de l'article 43, engage une procédure, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.

4. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte est nécessaire.

Article 46

Exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour

1. Les fonctionnaires consulaires et les emplovés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent ni à l'employé consulaire qui n'est pas un employé permanent de l'Etat d'envoi ou qui exerce une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, ni à un membre de sa famille.

Article 47

Exemption de permis de travail

1. Les membres du poste consulaire sont, en ce qui concerne les services rendus à l'Etat d'envoi, exempts des obligations que les lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs à l'emploi de la main d'oeuvre étrangère imposent en matière de permis de travail.

2. Les membres du personnel privé des fonctionnaires consulaires et employés consulaires, s'ils n'exercent aucune autre occupation privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, sont exempts des obligations visées au paragraphe 1 du présent article.

Article 48

Exemption du régime de sécurité sociale

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, les membres du poste consulaire, pour ce qui est des services qu'ils rendent à l'Etat d'envoi, et les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat de résidence.

2. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux membres du personnel privé qui sont au service exclusif des membres du poste onsulaire, à condition :

a) qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou n'y aient pas leur résidence permanente; et

b) qu'ils soient soumis aux disposition de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

3. Les membres du poste consulaire qui ont à leur service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 2 du présent article ne s'applique pas doivent observer les obligations que les dispositions de sécurité sociale de l'Etat de résidence imposent à 'employeur.

4. L'exemption prévue aux paragraphe 1 et 2 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, pour autant qu'elle est admise par cet Etat.

Article 49

Exemption fiscale

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer sont exempts de touts impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux et communaux à l'exception :

a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services ;

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 32;

c) des droits de succession et de mutation perçus par l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions du paragraphe b) de l'article 51;

d) des impôts et taxes sur les revenus privés, y compris les gains en capital, qui ont leur source dans l'Etat de résidence, et des impôts sur le capital prélevés sur les investissements effectués dans des entreprises commerciales ou financières situées dans l'Etat de résidence;

e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus;

f) des droits d' enregistrement, de greefe d' hypothépue et de timbre, sous réserve des dispostions de l' article 32.

2. Les membres du personnel de service sont exempts des impôts et taxes sur le salaires qu'ils reçoivent du fait de leurs sevices.

3. Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements ou salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'Etat de résidence doivent respecter les obligations que les lois et règlements dudit Etat imposent aux employeurs en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

Article 50

Exemption des droits de douane et de la visite douanière

1. Suivant les dispositions législatives etréglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence autorise l'entrée et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour :

a) les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b) les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire et des membres de sa famille vivant à son foyer, y compris les effets destinés à son établissement. Les articles de consommation ne doivent pas dépasser les quantités nècessaires pour leur utilisation directe par les intéressès.

2. Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus au paragraphe 1 du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.

3. Les bagages personnels accompagnés des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille vivant à leur foyer sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être soumis à la visite que s'il y a de sérieuses raisons de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par les lois et règlements de l'Etat de résidence ou soumise à ses lois et règlements de quarantaine. Cette visite ne peut avoir lieu qu'en

présence du fonctionnaire consulaire ou du membre de sa famille interessé.

Article 51

Succession d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille

eoEn cas de décès d'un membre du poste consulaire u d'un membre de sa famille qui vivait à son foyer l'Etat de résidence est tenu :

a) de permettre l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans l'Etat de résidence et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation au moment du décès;

b) de ne pas prélever de droits nationaux, régionaux ou communaux de succession ni de mutation sur les biens meubles dont la présence dans l'Etat de résidence était due uniquement à la présence dans cet Etat du défunt en tant que membre du poste consulaire ou membre de la famille d'un membre du poste consulaire.

Article 52

Exemption des prestations personnelles.

L'Etat de résidence doit exempter les membres du poste consulaire et les membres de leur famille vivant is leur foyer de toute prestation personnelle et de tout àervice d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, et des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Article 53

Commencement et fin des privilèges et immunités consulaires.

1. Tout membre du poste consulaire bénéficie des privilèges et immunités prévus par la présente Conventiondès son entrée sur le territoire de l'Etat de résidence pour gagner son poste ou, s'il se trouve déja sur ce territoire, dès son entrée en fonctions au poste consulaire.

2. Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire vivant à son foyer, ainsi que les membres de son personnel privé, bénéficient des privilèges et mmunités prévus dans la présente Convention à partir de la dernière des dates suivantes : celle à partir de laquelle ledit membre du poste consulaire jouit des drivilèges et immunités conformément au paragraphe 1 pu présent article, celle de leur entrée sur le territoire de l'Etat de résidence ou celle à laquelle ils sont devenus membres de ladite famille ou dudit personnel privé.

3. Lorsque les fonctions d'un membre du poste consulaire prennent fin, ses privilèges et immunités, ainsi que ceux des membres de sa famille vivant à son foyer ou des membres de son personnel privé, cessent normalement à la première des dates suivantes : au moment où la personne en question quitte le territoire de l'Etat de résidence, ou à l'expriration d'un délai raisonnable qui lui aura été accordè à cette fin, mais ils subsistent jusqu' à ce moment, même en cas de confilt armé. Quant aux personnes visées au paragraphe 2 du présent article, leurs privilèges et immunités cessent dès qu'elles-mêmes cessent d'appartenir au foyer ou d'être au service d'un membre du poste consulaire, étant toutefois entendu que, si ces personnes ont l'intention de quitter le territoire de l'Etat de résidence dans un délai raisonnable, leurs privilèges et immunités subsistent jusqu'au moment de leur départ.

4. Toutefois, en ce qui concerne les actes accomplis par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire dans l'exercice de ses fonctions, l'immunité de juridiction subsiste sans limitation de durée.

5. En cas de décès d'un membre du poste consulaire, es membres de sa famille vivant à son foyer continuent de jouir des privilèges et immunités dont ils bénéficienqs jusqu'à la première des dates suivantes : celle où il, quittent le territoire de l'Etat de résidence ou à l, expiration d'un délai raisonnable qui leur aura été accordé à cette fin.

Article 54

Obligations des Etats tiers.

1. Si le fonctionnaire consulaire traverse le territoire ou se trouve sur le territoire d'un Etat tiers qui lui a accordé un visa au cas où ce visa est requis, pour aller assumer ses fonctions ou rejoindre son poste, ou pour rentrer dans l'Etat d'envoi, l'Etat tiers lui accordera les immunités prévues dans les autres articles de la présente Convention, qui peuvent être nécessaires pour permettre son passage ou son retour. L'Etat tiers fera de même pour les membres de la famille vivant à son foyer et bénéficiant des privilèges et immunités qui accompagnent le fonctionnaire consulaire ou qui voyagent séparément pour le rejoindre ou pour rentrer dans l'Etat d'envoi.

2. Dans les conditions similaires à celles qui prévues au paragraphe 1 du présent article, les Etats tiers ne doivent pas entraver le passage sur leur territoire des autres membres du poste consulaire et des membres de leur famille vivant à leur foyer.

3. Les Etats tiers accorderont à la correspondance officielle et aux autres communications officielles en transit, y compris les messages en code ou en chiffre, la même liberté et la même protection que l'Etat de résidence est tenu d'accorder en vertu de la présente Convention. Ils accorderont aux courriers consulaires, auxquels un visa à été accordé s'il était requis, et aux valises consulaires en transit, la même inviolabilité et la même protection que l'Etat de résidence est tenu d'accorder en vertu de la présente Convention.

4. Les obligations des Etats tiers en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article s'appliquent également aux personnes mentionnées respectivement dans ces paragraphes, ainsi qu'aux communications officielles et aux valises consulaires, lorsque leur présence sur le territoire de l'Etat tiers est due à un cas de force majeure.

Article 55

Respect des lois et règlements de l'Etat de résidence.

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et réglements de l'Etat de résidence. Elles ont également le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet Etat.

2. Les locaux consulaires ne seront pas utilifsés d'une manière incompatible avec l'exercice des nctionson consulaires.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent artcs n'excluent pas la possibilité d'installer, dans une parile du bâtiment où se trouvent les locaux du poste consulaire, les bureaux d'autres organismes ou agences, à condiioen que les locaux affectés à ces bureaux soient sèparęs de ceux qui sont utilisès par le poste consulaire. Dans ce cas, lesdits bureaux ne sont pas considérés, aux fins de la présente Convention, comme faisant partie des locaux consulaires.

Article 56

Assurance contre les dommages causés aux tiers

Les membres du poste consulaire doivent de conformer à toutes les obligations imposées par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'assurance

de responsabilité civile pour l'utilisation de tout véhicule, bateau ou aéronef.

Article 57

Dispositions spéciales relatives

à l'occupation privée de caractère lucratif

1. Les fonctionnaires consulaires de carrière n' exerceront dans l'Etat de résidence aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel.

2. Les privilèges et immunités prévus au présent chapitre ne sont pas accordés :

a) aux employés consulaires et aux membres du personnel de service qui exercent dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif;

b) aux membres de la famille d'une personne mentionnée à l'alinéa a) du présent paragraphe et aux membres de son petsonnel prive;

c) aux membre de la famille d'un membre du poste consulaire qui exercent eux-mêmes dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif.

CHAPITRE III.
REGIME APPLICABLE AUX FONCTIONAIRES CONSULAIRES HONORAIRES ET AUX POSTES CONSULAIRES DIRIGES PAR EUX

Article 58

Dispositions générales concernant les facilités, priviléges et immunités

1. Les articles 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38 et 39, le paragraphe 3 de l'article 54 et les paragraphes 2 et 3 de l'article 55 s'appliquent aux postes consulaires dirigés par un fonctionnaire consulaire honoraire. En outre, les facilités, privilèges et immunités de ces postes consulaires sont réglés par les articles 59, 60, 61 et 62.

2. Les articles 42 et 43, le paragraphe 3 de l'article 54, les articles 45 et 53 et le paragraphe 2 de l'article 45 s'appliquent aux fonctionnaires consulaires honoraires. En outre, les facilités, privilèges et immunités pe ces fonctionnaires consulaires sont réglés par les articles 63, 64, 65, 66 et 67.

3. Les privilèges et immunités prévus dans la présente Convention ne sont pas accordés aux membres de la famille d'un fonctionnaire consulaire honoraire ou d'un employé consulaire qui est employé dans un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire.

4. L'échange de valises consulaires entre deux postes consulaires situés situés dans des pays différents et dirigés par des fonctionnaires consulaires honoraires n'est admis que sous réserve du consentement des deux Etats de résidence.

Article 59

Protection des locaux consulaires

L'Etat de résidence prend les mesures nécessaires pour protéger les locaux consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire et empêcher qu'ils ne soient envahis ou endommagés et que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.

Article 60

Exemption fiscale des locaux consulaires.

1. Les locaux consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire, dont 'Etat d'envoi est propriétaire ou locataire, sont exempts de tous impôts et taxes de toute nature, nationaux, négionaux, ou communaux pourvu qu'il ne s'agisse pas de taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après les lois et règlements de l'Etat de résidence, ils sont à la charge de la personne qui a contracté avec l'Etat d'envoi.

Article 61

Inviolabilité des archives et documents consulaires

Les archives et documents consulaires d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honaraire sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent, à condition qu'ils soient séparés des autres papiers et documents et, en particulier, de la correspondance privée du chef de poste consulaire et de toute personne travaillant avec lui, ainsi que des biens, livres ou documents se rapportant à leur profession ou à leur commerce.

Article 62

Exemption douanière.

Suivant les dispositions législatives et réglementaires qu'il peut adopter, l'Etat de résidence accorde l'entrée ainsi que l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour les objets suivants, à condition qu'ils soient destinés exclusivement à l'usage officiel d'un poste consulaire dirigé par un fonctionnaire consulaire honoraire : les écussons, pavillons, enseignes, sceaux et cachets, livres, imprimés officiels, le mobilier de bureau, le matériel et les fournitures de bureau, et les objets analogues fournis au poste consulaire par l'Etat d' envoi ou sur sa demande.

Article 63

Procédure pénale

Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un fonctionnaire consulaire honoraire, celui-ci est tenu de se présenter devant les autorités compétentes. Toutefois, la procédure doit être conduite abec les égards qui sont dus au fonctionnaire consulaire honoraire en raison de sa position officielle et, sauf si l'intéressé est en état d'arrestation ou de détention, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires. Lorsqu'il est devenu nécessaire de mettre un fonctionnaire consulaire honoraire en état de détention préventive, la procédure dirigée contre lui doit être ouverte dans le délai le plus bref.

Article 64

Protection du fonctionnaire consulaire honoraire

L'Etat de résidence est tenu d'accorder au fonctionnaire consulaire honoraire la prorection qui peut être nécessaire en raison de sa position officielle.

Article 65

Exemption d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour

Les fonctionnaires consulaires honoraires, à l'exception de ceux qui exercent dans l'Etat de résidence une activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

Article 66

Exemption fiscale.

Le fonctionnaire consulaire honoraire est exempt

de tous impôts et taxes sur les indemnités et les émoluments qu'il reçoit de l'Etat d'envoi en raison de l' exercice des fonctions consulaires.

Article 67

Exemption des prestations personnelles.

L'Etat de résidence doit exempter les fonctionnaires consulaires honoraires de toute prestation personnelle et de tout service d'intérêt public, de quelque nature qu'il soit, ainsi que des charges militaires telles que les réquisitions, contributions et logements militaires.

Article 68

Caractère facultatif de l'institution des fonctionnaires consulaires honoraires

Chaque Etat est libre de décider s'il nommera ou recevra des fonctionnaires consulaires honoraires.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS GENERALES

Article 69

Agents consulaires non chefs de poste consulaire.

1. Chaque Etat est libre de décider s'il établira ou admettra des agences consulaires gérées par des agents consulaires n'ayant pas été désignés comme chefs de poste consulaire par l'Etat d'envoi.

2. Les conditions dans lesquelles les agences consulaires au sens du paragraph 1 du présent article peuvent exercer leur activité, ainsi que les privilèges, et immunités dont peuvent jouir les agents consulaires qui les gèrent, sont fixés par accord entre l'Etat d'envoi et l' Etat de résidence.

Article 70

Exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique.

1. Les dispositions de la présente Convention s' appliquent ègalement, dans la mesure où le contexte le permet, à l'exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique.

2. Les noms des membres de la mission diplomatique attachés à la section consulaire ou autrement chargés de l'exercice des fonctions consulaires de la mission sont notifiés au ministère des affaires étrangères de l' Etat de résidence ou à l'autorité désignée par ce ministère.

3. Dans l'exercice de fonctions consulaires, la mission diplomatique peut s'adresser :

a) aux autorités locales de la circonscription consulaire ;

b) aux autorités centrales de l'Etat de résidence si les lois, règlements et usages de l'Etat de résidence ou les accords internationaux en la matière le permettent.

4. Les privilèges et immunités des membres de la mission diplomatique, mentionnées au paragraphe 2 du présent article, demeurent déterminés par les règles du droit international concernant les relations diplomatiques.

Article 71

Ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence.

1. A moins que des facilités, privilèges et immunités supplémentaires n'aient été accordés par l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ne bénéficient que de l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité personnelle pour les actes officiels accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et du privilège prévu au paragraphe 3 de l'article 44. En ce qui concerne ces fonctionnaires consulaires, l'Etat de résidence est également tenu par l'obligation prévue à l'article 42. Lorsqu'une action pénale est engagée contre un tel fonctionnaire consulaire, la procédure doit être conduite, sauf si l'intéressée est en état d'arrestation ou de détention, de manière à gêner le moins possible l'exercice des fonctions consulaires.

2. Les autres membres du poste consulaire qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence et les membres de leur famille, ainsi que les membres de la famille des fonctionnaires consulaires visés au paragraphe 1 du présent article, ne bénéficient des facilités, privilèges et immunités que dans la mesure où cet Etat les leur reconnaît. Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire et les membres du personnel privé qui sont eux-mêmes ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ne bénéficient également des facilités, privilèges et immunités que dans la mesure où cet Etat les leur reconnaît. Toutefois, l'Etat de résidence doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'exercice des fonctions du poste consulaire.

Article 72

Non-discrimination.

1. En appliquant les dispossitions de la présente Convention, lEtat de résidence ne fera pas de discrimination entre les Etats.

2. Toutefois, ne seront pas considérées comme discriminatoires :

a) le fait pour l'Etat de résidence d'appliquer restrictivement l'une des dispositions de la présente Convention parce qu'elle est ainsi appliquée à ces postes consulaires dans l'Etat d'envoi ;

b) le fait pour des Etats de se faire mutuellement bénéficier, par coutume ou par voie d'accord, d'un traitement plus favorable quenele requièrent les dispositions de la présente Convention.

Article 73

Rapport entre la présente Convention et les autres accords internationaux

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre les Etats parties à ces accords.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher les Etats de conclure des accords internationaux confirmant, complétant ou développant ses ispositions, ou étendant leur champ d'application.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS FINALES

Article 74

Signature

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout Etat Partie au Statut de la Cour internationale de Justice et de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à devenir Partie à la Convention, de la manière suivante : jusqu' au 31 octobre 1963, au Ministère fédéral des Affaires etrangères de la République d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1964, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article 75

Ratification

La présente Convention sera soumise à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 76

Adhésion

La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 74. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 77

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 78

Notifications par le Secrétaire général

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 74 :

a) les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 74, 75 et 76;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 77.

Article 79

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats appartenant à l'une des quatre catégories mentionnées à l'article 74.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT A VIENNE, le vingt-quatre avril mil neuf cent soixante-trois.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ ΕΠΙ ΤΩΝ ΠΡΟΞΕΝΙΚΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ

Τὰ Κράτη μέλη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν,

Ἀναμιμνησκόμενα ὅτι, ἀπὸ μακροῦ χρόνου, προξενικαὶ σχέσεις ἔχουσι συναφθῆ μεταξὺ τῶν λαῶν,

Συνειδητοποιοῦντα τοὺς σκοποὺς καὶ τὰς ἀρχὰς τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν ἰσότητα κυριαρχίας τῶν Κρατῶν, τὴν διατήρησιν τῆς εἰρήνης καὶ τῆς διεθνοῦς ἀσφαλείας καὶ τὴν ἀνάπτυξιν φιλικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν ἐθνῶν,

Διαπιστοῦντα ὅτι ἡ Διάσκεψις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἐπὶ τῶν σχέσεων καὶ διπλωματικῶν προνομίων, ἀπεδέχθη τὴν Σύμβασιν τῆς Βιέννης ἐπὶ τῶν διπλωματικῶν σχέσεων ἡ ὁποία ἠνοίχθη πρὸς ὑπογραφὴν τὴν 18ην Ἀπριλίου 1961,

Πεπεισμένα ὅτι μία διεθνὴς σύμβασις ἐπὶ τῶν προξενικῶν σχέσεων, προνομίων καὶ ἀτελειῶν θὰ συμβάλλῃ ἐπίσης εἰς τὴν βελτίωσιν τῶν φιλικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν χωρῶν, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ διαφορὰ τῶν πολιτικῶν καὶ κοινωνικῶν καθεστώτων των,

Πεπεισμένα ὅτι τὸ ἀποτέλεσμα τῶν ἀναφερομένων προνομίων καὶ ἀτελειῶν εἶναι οὐχὶ ἡ παροχὴ ὠφελημάτων εἰς τὰ ἄτομα ἀλλὰ ἡ ἐξασφάλισις τῆς ἀποτελεσματικῆς ἐκπληρώσεως τῶν καθηκόντων των ὑπὸ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν ἐν ὀνόματι τῶν Κρατῶν των,

Βεβαιοῦντα ὅτι οἱ κανόνες τοῦ ἐθιμικοῦ διεθνοῦς δικαίου θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ διέπουν τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν ρητῶς ἐπιλυθῆ διὰ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως,

Ἀπεφάσισαν τὰ ἑξῆς :

Ἄρθρον 1.

1. Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως οἱ ἀκόλουθοι ὅροι νοοῦνται ὡς καθορίζονται κατωτέρω :

α) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὴ Ἀρχὴ» νοεῖται πᾶν Γενικὸν Προξενεῖον, Προξενεῖον, Ὑποπροξενεῖον καὶ Προξενικὸν Πρακτορεῖον.

β) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὴ περιφέρεια» νοεῖται ἡ περιοχὴ ἡ ὑπαγομένη εἰς τὴν δικαιοδοσίαν μιᾶς Προξενικῆς Ἀρχῆς διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

γ) Διὰ τοῦ ὅρου «Ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς» νοεῖται τὸ πρόσωπον τὸ ἐντεταλμένον ὅπως ἐνεργῇ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

δ) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὸς λειτουργὸς» νοεῖται πᾶν πρόσωπον συμπεριλαμβανομένου τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ἐντεταλμένον ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

ε) Διὰ τοῦ ὅρου «Εἰδικὸς Προξενικὸς ὑπάλληλος» νοεῖται πᾶν πρόσωπον χρησιμοποιούμενον εἰς τὰς διοικητικὰς ἢ τεχνικὰς ὑπηρεσίας Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς.

στ) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλος τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ» νοεῖται πᾶν πρόσωπον ἐντεταγμένον εἰς τὴν ὑπηρετικὴν ἐργασίαν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς.

ζ) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς» νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοί, οἱ εἰδικοὶ προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ.

η) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλη τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ» νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, οἱ εἰδικοὶ Προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ.

θ) Διὰ τοῦ ὅρου «μέλος τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ» νοεῖται τὸ πρόσωπον τὸ χρησιμοποιούμενον ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἰδιωτικὴν ὑπηρεσίαν μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

ι) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικοὶ χῶροι» νοοῦνται τὰ κτίρια ἢ τμήματα τῶν κτιρίων καὶ τοῦ συνεχομένου γηπέδου τὰ ὁποῖα, οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ κύριος αὐτῶν, χρησιμοποιοῦνται ἀποκλειστικῶς διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

ια) Διὰ τοῦ ὅρου «Προξενικὰ Ἀρχεῖα» νοοῦνται, ἅπαντα τὰ χαρτία, ἔγγραφα, ἀλληλογραφία, βιβλία, ταινίαι, μαγνητικαὶ ταινίαι καὶ πρωτόκολλα τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὡς καὶ τὸ ὑλικὸν κρυπτογραφήσεως, αἱ βιβλιοθῆκαι καὶ τὰ ἔπιπλα τὰ προωρισμένα διὰ τὴν προστασίαν καὶ τὴν διατήρησίν των.

2. Ὑπάρχουσι δύο κατηγορίαι προξενικῶν ὑπαλλήλων : οἱ ἔμμισθοι προξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ οἱ ἐπίτιμοι (ἄμισθοι) προξενικοὶ ὑπάλληλοι. Αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου ΙΙ τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν τῶν διευθυνομένων ὑπὸ ἐμμίσθων προξενικῶν ὑπαλλήλων. Αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου ΙΙΙ ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν τῶν διευθυνομένων ὑπὸ ἀμίσθων προξενικῶν ὑπαλλήλων.

3. Ἡ ἰδιάζουσα κατάστασις τῶν μελῶν τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν ἅτινα εἶναι ὑπήκοοι ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ Κράτους διαμονῆς διέπεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 71 τῆς παρούσης συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

ΑΙ ΠΡΟΞΕΝΙΚΑΙ ΣΧΕΣΕΙΣ ΓΕΝΙΚΩΣ

ΤΜΗΜΑ Ι

Ἐγκαθίδρυσις καὶ λειτουργία Προξενικῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 2.

Ἐγκαθίδρυσις Προξενικῶν σχέσεων.

1. Ἡ ἐγκαθίδρυσις Προξενικῶν σχέσεων μεταξὺ Κρατῶν ἐνεργεῖται δι' ἀμοιβαίας συναινέσεως.

2. Ἡ δοθεῖσα συγκατάθεσις διὰ τὴν ἐγκαθίδρυσιν διπλωματικῶν σχέσεων μεταξὺ δύο Κρατῶν ἐπάγεται, ἐκτὸς ἀντιθέτου ἐνδείξεως, τὴν συγκατάθεσιν ἐγκαθιδρύσεως Προξενικῶν σχέσεων.

3. Ἡ διακοπὴ τῶν διπλωματικῶν σχέσεων δὲν συνεπάγεται αὐτοδικαίως τὴν διακοπὴν τῶν Προξενικῶν σχέσεων.

Ἄρθρον 3.

Ἄσκησις τῶν Προξενικῶν καθηκόντων.

Τὰ προξενικὰ καθήκοντα ἀσκοῦνται ὑπὸ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν. Ἀσκοῦνται ὡσαύτως ὑπὸ τῶν διπλωματικῶν ἀποστολῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 4.

Ἐγκαθίδρυσις Προξενικῆς Ἀρχῆς.

1. Ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιδρυθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς εἰ μὴ κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους τούτου.

2. Ἡ ἕδρα τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ἡ τάξις της καὶ ἡ προξενικὴ περιφέρεια ὁρίζονται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

3. Μεταγενέστεραι τροποποιήσεις δὲν δύνανται νὰ ἐπενεχθῶσιν ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὡς πρὸς τὴν ἕδραν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τὴν τάξιν ἢ τὴν προξενικὴν περιφέρειαν ταύτης εἰ μὴ κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους διαμονῆς.

4. Ἡ συγκατάθεσις τοῦ Κράτους διαμονῆς ἀπαιτεῖται ὡσαύτως ὅταν Γενικὸν Προξενεῖον ἢ Προξενεῖον ἐπιθυμῇ νὰ συστήσῃ Ὑποπροξενεῖον ἢ Προξενικὸν Πρακτορεῖον εἰς μέρος ἄλλο ἐκείνου εἰς τὸ ὁποῖον τοῦτο εἶναι ἐγκατεστημένον.

5. Ἡ ρητὴ καὶ προηγουμένη συγκατάθεσις τοῦ Κράτους διαμονῆς ἀπαιτεῖται ὡσαύτως διὰ τὴν σύστασιν γραφείου ἀποτελοῦντος μέρος ὑφισταμένου Προξενείου ἐκτὸς τῆς ἕδρας τούτου.

Ἄρθρον 5.

Προξενικὰ καθήκοντα.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουσι τὰ ἑξῆς καθήκοντα :

α) Νὰ προστατεύσωσιν ἐντὸς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς

τὰ συμφέροντα τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τῶν τῆς ἰθαγενείας αὐτοῦ προσώπων, φυσικῶν ἢ νομικῶν, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς δικαίου δεκτῶν ὁρίων.

β) Νὰ εὐνοῶσι τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν, πνευματικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς καὶ νὰ προάγωσι κατὰ πάντα ἄλλον τρόπον τὰς φιλικὰς μεταξὺ αὐτῶν σχέσεις ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

γ) Νὰ πληροφορῶνται δι' ὅλων τῶν θεμιτῶν μέσων περὶ τῶν ὅρων καὶ τῆς ἐξελίξεως τῆς ἐμπορικῆς, οἰκονομικῆς, πνευματικῆς καὶ ἐπιστημονικῆς ζωῆς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, νὰ ἀναφέρωσι σχετικῶς πρὸς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ νὰ παρέχωσι πληροφορίας εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα πρόσωπα.

δ) Νὰ παρέχωσι διαβατήρια καὶ ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ὡς καὶ θεωρήσεις καὶ προσήκοντα ἔγγραφα εἰς τὰ πρόσωπα τὰ ἐπιθυμοῦντα νὰ μεταβῶσιν εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

ε) Νὰ παρέχωσι βοήθειαν καὶ συνδρομὴν εἰς τὰ πρόσωπα, φυσικὰ καὶ νομικά, τῆς ἰθαγενείας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

στ) Νὰ ἐνεργῶσιν ὡς συμβολαιογράφοι καὶ ληξίαρχοι καὶ νὰ ἀσκῶσι προσομοιάζοντα λειτουργήματα ὡς καὶ καθήκοντά τινα διοικητικῆς φύσεως καθ' ὃ μέτρον δὲν ἀντιτίθενται νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

ζ) Νὰ διαφυλάττωσι τὰ συμφέροντα τῶν ἰθαγενῶν προσώπων, φυσικῶν καὶ νομικῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς τὰς κληρονομίας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

η) Νὰ διαφυλάττωσιν, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς καθοριζομένων ὁρίων, τὰ συμφέροντα τῶν ἀνηλίκων καὶ ἀνικάνων, ἰθαγενῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ἰδίως ὅταν ἀπαιτῆται ἡ ὡς πρὸς τούτους καθιέρωσις ἐπιτροπείας ἢ ἀντιλήψεως.

θ) Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς πρακτικῆς καὶ τῶν ἐν ἰσχύι διαδικασιῶν ἐντὸς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, νὰ ἀντιπροσωπεύωσι τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους-ἢ νὰ φροντίζωσιν ὅπως ἐξασφαλίζεται ἡ προσήκουσα ἐκπροσώπησίς των-ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν ἄλλων ἀρχῶν τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως αἰτῶνται, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, τὴν ἀποδοχὴν προσωρινῶν μέτρων πρὸς διασφάλισιν τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τῶν ὑπηκόων τούτων, ὁσάκις λόγῳ ἀπουσίας των ἢ δι' οἱονδήποτε ἄλλον λόγον, δὲν δύνανται νὰ ὑπερασπισθῶσι κατὰ τὸν προσήκοντα χρόνον τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντά των.

ι) Νὰ διαβιβάζωσι δικαστικὰς καὶ ἐξωδίκους πράξεις ἢ νὰ ἐκτελῶσι δικαστικὰς παραγγελίας συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύι διεθνεῖς συμφωνίας, ἢ ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν, οἱονδήποτε τρόπον συμβιβαζόμενον πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

ια) Νὰ ἀσκῶσι τὰ δικαιώματα ἐλέγχου καὶ ἐποπτείας, τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ἐπὶ τῶν πλοίων, θαλασσίων τε καὶ ποταμίων τῶν ἐχόντων τὴν ἰθαγένειαν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ ἐπὶ τῶν ἐγγεγραμμένων εἰς τὸ Κράτος τοῦτο ἀεροσκαφῶν, ὡς καὶ ἐπὶ τῶν πληρωμάτων των.

ιβ) Νὰ παρέχωσι συνδρομὴν εἰς τὰ ἐν τῇ παραγράφῳ ια' τοῦ παρόντος ἄρθρου μνημονευόμενα πλοῖα καὶ ἀεροσκάφη, ὡς καὶ εἰς τὰ πληρώματά των, νὰ ἐξετάζωσι καὶ θεωρῶσι τὰ ἔγγραφά των καί, ἐπιφυλασσομένων τῶν ἐξουσιῶν τῶν ἀρχῶν τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς, νὰ προβαίνωσιν εἰς ἐρεύνας περὶ ἐπεισοδίων λαβόντων χώραν κατὰ τὸν διάπλουν καὶ νὰ διακανονίζωσι, καθ' ὅ μέτρον ἐπιτρέπουσιν οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, τὰς πάσης φύσεως διαφορᾶς μεταξὺ τοῦ πλοιάρχου, τῶν ἀξιωματικῶν καὶ τῶν ναυτῶν.

ιγ) Νὰ ἀσκῶσιν οἱαδήποτε ἄλλα καθήκοντα ἀνατιθέμενα εἰς προξενικὰς ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, τὰ ὁποῖα δὲν ἀπαγορεύουσιν οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς ἢ εἰς τὰ ὁποῖα δὲν ἀντιτίθεται τὸ Κράτος τῆς διαμονῆς ἢ τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὰς ἐν ἰσχύι διεθνεῖς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους τῆς διαμονῆς.

Ἄρθρον 6.

Ἄσκησις προξενικῶν καθηκόντων ἐκτὸς τῆς Προξενικῆς περιφερείας.

Εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις, προξενικὸς ὑπάλληλος δύναται κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους διαμονῆς νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του ἐκτὸς τῆς Προξενικῆς του περιφερείας.

Ἄρθρον 7.

Ἄσκησις προξενικῶν καθηκόντων ἐν τρίτῳ Κράτει.

Τὸ ἀποστέλλον Κράτος, δύναται, κατόπιν γνωστοποιήσεως εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οὐδὲν ἐξ αὐτῶν δὲν ἀντιτίθεται περὶ τούτου ρητῶς, νὰ ἀναθέσῃ εἰς Προξενικὴν Ἀρχὴν συνεστημένην εἰς Κράτος τι, νὰ ἀναλάβῃ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων εἰς ἕτερον Κράτος.

Ἄρθρον 8.

Ἄσκησις προξενικῶν καθηκόντων διὰ λογαριασμὸν τρίτου Κράτους.

Κατόπιν προσηκούσης γνωστοποιήσεως πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τοῦτο δὲν ἀντιτίθεται Προξενικὴ τις Ἀρχὴ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δύναται νὰ ἀσκῇ προξενικὰ καθήκοντα ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς διὰ λογαριασμὸν τρίτου τινὸς Κράτους.

Ἄρθρον 9.

Τάξεις τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

1. Οἱ ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς κατατάσσονται εἰς τέσσαρας τάξεις, δηλονότι :

α) Γενικοὶ Πρόξενοι
β) Πρόξενοι
γ) Ὑποπρόξενοι
δ) Προξενικοὶ Πράκτορες

2. Ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν περιορίζει κατ' οὐδὲν τὸ δικαίωμα ἑνὸς οἱουδήποτε τῶν συμβαλλομένων μερῶν νὰ καθορίσῃ τὴν ὀνομασίαν τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων πλὴν τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 10.

Διορισμὸς καὶ ἀποδοχὴ τῶν ἀρχηγῶν τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν.

1. Οἱ ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς διορίζονται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ γίνονται ἀποδεκτοὶ ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱ τρόποι τοῦ διορισμοῦ καὶ τῆς ἀποδοχῆς τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ὁρίζονται ἀντιστοίχως ὑπὸ τῶν νόμων, τῶν κανονισμῶν καὶ τῶν συνηθειῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 11.

Προξενικὸν δίπλωμα ἢ γνωστοποίησις τοῦ διορισμοῦ.

1. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἐφοδιάζεται ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δι' ἐγγράφου, ὑπὸ τύπον προξενικοῦ διπλώματος ἢ παρομοίου ἐγγράφου, καταρτιζομένου δι' ἕκαστον διορισμόν, βεβαιοῦντος τὴν ἰδιότητά του καὶ ἐμφαίνοντος, κατὰ γενικὸν κανόνα, τὸ ὄνομα καὶ ἐπώνυμον αὐτοῦ, τὴν κατηγορίαν καὶ τὴν τάξιν του, τὴν προξενικὴν περιφέρειαν καὶ τὴν ἕδραν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

2. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος διαβιβάζει τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ παρόμοιον ἔγγραφον, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ οἱασδήποτε ἄλλης καταλλήλου ὁδοῦ, εἰς τὴν Κυβέρνησιν τοῦ

Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δέον νὰ ἀσκήσῃ τὴ καθήκοντά του.

3. Ἐὰν τὸ Κράτος διαμονῆς συγκατατίθεται εἰς τοῦτο, τὸ Κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ ἀντικαταστήσῃ τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ παρόμοιον ἔγγραφον διὰ γνωστοποιήσεως περιεχούσης τὰς προβλεπομένας ἐνδείξεις, εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 12.

Ἐκτελεστήριον ἔγγραφον.

1. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς γίνεται ἀποδεκτὸς διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του κατόπιν ἀδείας τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὀνομαζομένης «ἐκτελεστήριον ἔγγραφον», οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ τύπος τῆς ἀδείας ταύτης.

2. Τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον ἀρνεῖται νὰ ἐκδώσῃ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον δὲν ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος τοὺς λόγους τῆς ἀρνήσεώς του.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 13 καὶ 15, ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δὲν δύναται νὰ ἀναλάβῃ καθήκοντα πρὸ τῆς λήψεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου.

Ἄρθρον 13.

Προσωρινὴ ἀποδοχὴ τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς

Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἐκδόσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου, ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύναται νὰ γίνῃ προσωρινῶς δεκτὸς εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως εἶναι ἐφαρμοστέαι.

Ἄρθρον 14.

Γνωστοποίησις πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς Προξενικῆς περιφερείας.

Εὐθὺς ὡς ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς γίνῃ δεκτός ἔστω καὶ προσωρινῶς, εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του, τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται νὰ πληροφορήσῃ ἀμέσως τὰς ἁρμοδίας Ἀρχὰς τῆς Προξενικῆς περιφερείας. Ὡσαύτως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτηρῇ ὅπως ληφθῶσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύναται νὰ ἐκπληροῖ τὰ καθήκοντα τοῦ λειτουργήματός του καὶ νὰ ἀπολαύῃ τῆς μεταχειρίσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 15.

Προσωρινὴ ἐνάσκησις καθηκόντων τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

1. Ἐὰν ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς κωλύεται ὅπως ἀσκῇ τὰ καθήκοντά του ἢ ἐὰν παραμένῃ κενὴ ἡ θέσις του, εἷς διευθύνων ἀναπληρωτὴς δύναται νὰ ἐνεργῇ προσωρινῶς ὡς ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

2. Τὸ ἐπώνυμον καὶ ὄνομα τοῦ διευθύνοντος ἀναπληρωτοῦ γνωστοποιοῦνται εἴτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἴτε ἐλλείψει διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ Κράτους τούτου εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς, ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς εἴτε εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οὗτος κωλύεται νὰ τὸ πράξῃ, διὰ πάσης ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν ὑποδειχθεῖσαν ἀρχὴν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου. Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἡ γνωστοποίησις αὕτη δέον νὰ γίνεται ἐκ τῶν προτέρων. Τὸ Κράτος τῆς διαμονῆς δύναται νὰ ὑπαγάγῃ εἰς τὴν συναίνεσίν του τὴν παραδοχὴν ὡς διευθύνοντος ἀναπληρωτοῦ προσώπου τινὸς ὅπερ δὲν εἶναι οὔτε διπλωματικὸς ἀντιπρόσωπος οὔτε προξενικὸς ὑπάλληλος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς.

3. Αἱ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς ὀφείλουσι νὰ παρέχωσιν ἀρωγὴν καὶ προστασίαν εἰς τὸν διευθύνοντα ἀναπληρωτήν. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διευθύνσεώς του αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφαρμόζονται δι' αὐτὸν ὡς καὶ εἰς τὸν ἀρχηγὸν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Παρὰ ταῦτα τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ παρέχῃ εἰς τὸν διευθύνοντα ἀναπληρωτὴν τὰς διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίας τῶν ὁποίων ἡ παροχὴ πρὸς τὸν ἀρχηγὸν τῆς Προξενικῆς Ἀποστολῆς ὑπόκειται εἰς προϋποθέσεις ἃς δὲν πληροῖ ὁ διευθύνων ἀναπληρωτής.

4. Ὁσάκις μέλος τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀντιπροσωπείας τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς διορίζεται διευθύνων ἀναπληρωτὴς ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐξακολουθεῖ νὰ ἀπολαύῃ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν ἐφ' ὅσον τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν ἀντιτίθεται εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 16.

Προβάδισμα μεταξὺ Ἀρχηγῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν.

1. Οἱ ἀρχηγοὶ τῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν λαμβάνουσι σειρὰν ἐν ἑκάστῃ τάξει βάσει τῆς χρονολογίας χορηγήσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου.

2. Ἐν περιπτώσει, ἐν τούτοις, καθ' ἣν ὁ ἀρχηγὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς πρὶν ἢ λάβῃ τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον, γίνεται προσωρινῶς δεκτὸς εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του, ἡ χρονολογία τῆς τοιαύτης προσωρινῆς ἀποδοχῆς καθορίζει τὴν σειρὰν προβαδίσματος· ἡ σειρὰ αὕτη τηρεῖται μετὰ τὴν χορήγησιν τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου.

3. Ἡ σειρὰ προβαδίσματος μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων ἀρχηγῶν Προξενικῆς Ἀρχῆς οἱ ὁποῖοι ἔτυχον τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου ἢ τῆς προσωρινῆς ἀποδοχῆς κατὰ τὴν ἰδίαν ἡμερομηνίαν, καθορίζεται ὑπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὸ προξενικὸν δίπλωμα τούτων ἢ παρόμοιον ἔγγραφον προσήχθη ἢ ἡ γνωστοποίησις ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 11 ἐγένετο πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς.

4. Οἱ διευθύνοντες ἀναπληρωταὶ λαμβάνουσι σειρὰν κατόπιν πάντων τῶν ἀρχηγῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς. Μεταξὺ αὐτῶν, λαμβάνουν σειρὰν ἀναλόγως τῶν ἡμερομηνιῶν κατὰ τὰς ὁποίας ἀνέλαβον τὰ καθήκοντά των ὡς διευθύνοντες ἀναπληρωταὶ καὶ αἱ ὁποῖαι ἐδηλώθησαν εἰς τὰς γνωστοποιήσεις τὰς γενομένας δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 15.

5. Οἱ ἐπίτιμοι προξενικοὶ ὑπάλληλοι, ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς ἀποστολῆς, λαμβάνουν σειρὰν ἐν ἑκάστῃ τάξει κατόπιν τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἐμμίσθων Προξενικῶν Ἀρχῶν, κατὰ τὴν σειρὰν καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τοὺς τεθειμένους ἐν ταῖς προηγουμέναις παραγράφοις.

6. Οἱ ἀρχηγοὶ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἔχουν τὸ προβάδισμα ἔναντι τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων οἱ ὁποῖοι δὲν ἔχουσι τὴν ἰδιότητα ταύτην.

Ἄρθρον 17.

Ἐνέργεια διπλωματικῶν πράξεων ὑπὸ Προξενικῶν ὑπαλλήλων.

1. Ἐν Κράτει ἔνθα τὸ ἀποστέλλον Κράτος δὲν διατηρεῖ διπλωματικὴν ἀποστολὴν καὶ δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ διπλωματικῆς ἀποστολῆς τρίτου Κράτους, εἰς Προξενικὸν λειτουργὸν δύναται, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ χωρὶς νὰ θιγῇ ἡ προξενικὴ ἰδιότης αὐτοῦ νὰ τῷ ἀνατεθῇ ἡ ἐνέργεια διπλωματικῶν πράξεων. Ἡ ἐνέργεια τοιούτων πράξεων ὑπὸ προξενικοῦ λειτουργοῦ δὲν παρέχει εἰς τοῦτον οὐδὲν δικαίωμα ἐπὶ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

2. Εἰς Προξενικὸν ὑπάλληλον δύναται, κατόπιν γνωστοποιήσεως πρὸς τὸ Κράτος διαμονῆς νὰ ἀνατεθῇ ἡ ἐκπροσώπησις τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους παρ' οἱαδήποτε διακυβερνητικῇ ὀργανώσει. Ἐνεργῶν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην, ἔχει δικαίωμα ἐφ' ὅλων τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν παρεχομένων ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς ἐθιμικοῦ δικαίου ἢ ὑπὸ διεθνῶν συμφωνιῶν εἰς ἀντιπρόσωπον παρὰ διακυβερνητικῇ τινι ὀργανώσει. Ἐν τούτοις ὅσον ἀφορᾷ πᾶν προξενικὸν καθῆκον ἀσκούμενον ὑπ' αὐτοῦ, δὲν δικαιοῦται ἑτεροδικίας πλέον ἐκτεταμένης ἐκείνης ἧς ἀπολαύει προξενικὸς ὑπάλληλος δυνάμει τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 18.

Διορισμὸς τοῦ αὐτοῦ προσώπου ὡς Προξενικοῦ λειτουργοῦ ὑπὸ δύο ἢ περισσοτέρων Κρατῶν.

Δύο ἢ περισσότερα Κράτη, δύνανται, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς, νὰ διορίζωσι τὸ αὐτὸ πρόσωπον ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἐν τῷ Κράτει τούτῳ

"Αρθρον 19.

Διορισμὸς τῶν μελῶν τοῦ Προξενικοῦ προσωπικοῦ.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἄρθρων 20, 22, 23 τὸ ἀποστέλλον Κράτος διορίζει κατὰ βούλησιν τὰ μέλη τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ.

2. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος γνωστοποιεῖ εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς τὸ ἐπώνυμον καὶ ὄνομα, τὴν κατηγορίαν καὶ τὴν τάξιν ἁπάντων τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἀρκούντως ἐκ τῶν προτέρων ὥστε τὸ Κράτος διαμονῆς νὰ δύναται, ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιθυμεῖ νὰ ἀσκῇ τὰ δικαιώματα τὰ ὁποῖα παρέχει εἰς τοῦτο ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 23.

3. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται, ἐὰν οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τούτου τὸ ἀπαιτῶσι, νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὸ Κράτος διαμονῆς ὅπως χορηγήσῃ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον εἰς Προξενικὸν ὑπάλληλον ὅστις δὲν τυγχάνει ἀρχηγὸς Προξενικῆς ἀποστολῆς.

4. Τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται, ἐὰν οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ του τὸ ἀπαιτῶσι, νὰ χορηγῇ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον εἰς προξενικὸν ὑπάλληλον ὅστις δὲν τυγχάνει ἀρχηγὸς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

"Αρθρον 20.

Δύναμις τοῦ Προξενικοῦ προσωπικοῦ.

Ἐλλείψει ρητῆς συμφωνίας περὶ τῆς δυνάμεως τοῦ προσωπικοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἀπαιτῇ ὅπως ἡ δύναμις αὕτη διατηρῆται ἐντὸς τῶν ὁρίων ἅτινα θεωρεῖ ὡς λογικὰ καὶ κανονικά, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν περιστάσεων καὶ τῶν συνθηκῶν τῶν ἐπικρατουσῶν ἐν τῇ Προξενικῇ περιφερείᾳ καὶ τῶν ἀναγκῶν τῆς περὶ ἧς πρόκειται Προξενικῆς Ἀρχῆς.

"Αρθρον 21.

Προβάδισμα μεταξὺ τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς.

Ἡ σειρὰ προβαδίσματος μεταξὺ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς καὶ πᾶσαι μεταβολαὶ ἐπερχόμεναι εἰς ταύτην γνωστοποιοῦνται ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἐλλείψει τοιαύτης ἀποστολῆς ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, εἰς τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν Ἀρχὴν τὴν ὑποδεικνυομένην ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου.

"Αρθρον 22.

Ἰθαγένεια τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν.

1. Οἱ Προξενικοὶ λειτουργοὶ θὰ ἔχωσι κατ' ἀρχὴν τὴν ἰθαγένειαν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

2. Οἱ Προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν δύνανται νὰ ἐπιλέγωνται μεταξὺ τῶν ὑπηκόων τοῦ Κράτους διαμονῆς, εἰ μὴ κατόπιν ρητῆς συγκαταθέσεως τοῦ Κράτους τούτου, τὸ ὁποῖον δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀνακαλῇ ταύτην.

3. Τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἐπιφυλάξῃ εἰς ἑαυτὸ τὸ αὐτὸ δικαίωμα, ὅσον ἀφορᾷ τοὺς ὑπηκόους τρίτου Κράτους οἱ ὁποῖοι δὲν τυγχάνουσιν ὡσαύτως ὑπήκοοι τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

"Αρθρον 23.

Πρόσωπον χαρακτηριζόμενον μὴ ἀρεστόν.

1. Τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ πληροφορῇ τὸ ἀποστέλλον Κράτος ὅτι προξενικὸς τις λειτουργὸς εἶναι μὴ ἀρεστὸς ἢ ὅτι οἱονδήποτε ἄλλο μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ δὲν εἶναι ἀποδεκτόν. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος θὰ ἀνακαλῇ ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, τὸ περὶ οὗ πρόκειται πρόσωπον ἢ θὰ τὸ ἀπαλλάσσῃ τῶν καθηκόντων του ἐν τῇ Προξενικῇ ταύτῃ Ἀρχῇ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

2. Ὁσάκις τὸ ἀποστέλλον Κράτος ἀρνῆται νὰ ἐκτελέσῃ ἢ δὲν ἐκτελῇ ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας φέρει κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Κράτος διαμονῆς δύναται, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως νὰ ἀνακαλῇ τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον τοῦ περὶ οὗ πρόκειται προσώπου ἢ νὰ παύῃ νὰ θεωρῇ τοῦτο, ὡς μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ.

3. Πρόσωπον διοριζόμενον μέλος προξενικῆς τινος Ἀρχῆς δύναται νὰ κηρυχθῇ μὴ ἀποδεκτὸν πρὶν ἢ ἀφιχθῇ εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς ἢ ἐὰν εὑρίσκεται ἤδη ἐν αὐτῷ, πρὶν ἢ ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντά του παρὰ τῇ Προξενικῇ Ἀρχῇ. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος ὀφείλει, ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, ὅπως ἀνακαλέσῃ τὸν διορισμόν.

4. Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν ὑποχρεοῦται νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος τοὺς λόγους τῆς ἀποφάσεώς του.

"Αρθρον 24.

Γνωστοποίησις εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς τοῦ διορισμοῦ, ἀφίξεων καὶ ἀποχωρήσεων.

1. Γνωστοποιοῦνται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου ὑποδεικνυομένην Ἀρχήν :

α) Ὁ διορισμὸς τῶν μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ἡ ἄφιξις των μετὰ τὸν διορισμόν των εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχήν, ἡ ὁριστικὴ αὐτῶν ἀναχώρησις, ἡ λῆξις τῶν καθηκόντων των, ὡς καὶ οἱαδήποτε μεταβολὴ ἀφορῶσα τὴν ὑπηρεσιακὴν των θέσιν ἡ ὁποία δύναται νὰ ἐπέλθῃ διαρκούσης τῆς ὑπηρεσίας των παρὰ τῇ Προξενικῇ Ἀρχῇ.

β) Ἡ ἄφιξις καὶ ἡ ὁριστικὴ ἀναχώρησις προσώπου τῆς οἰκογενείας μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς συνοικοῦντος μετ' αὐτοῦ καὶ ἐφ' ὅσον λάβῃ χώραν, τὸ γεγονὸς ὅτι πρόσωπόν τι καθίσταται ἢ παύει νὰ εἶναι μέλος τῆς οἰκογενείας.

γ) Ἡ ἄφιξις καὶ ὁριστικὴ ἀναχώρησις τῶν μελῶν τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ καὶ ἐφ' ὅσον λάβῃ χώραν, ὁ τερματισμὸς τῆς ὑπηρεσίας των ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην.

δ) Ἡ πρόσληψις καὶ ἀπόλυσις προσώπων κατοικούντων ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ὡς μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ ὡς μελῶν τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ δικαιουμένων προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

2. Ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατὸν ἡ ἄφιξις καὶ ἡ ὁριστικὴ ἀναχώρησις δέον ὡσαύτως νὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον προηγουμένης γνωστοποιήσεως.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Τέλος τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

"Αρθρον 25.

Τερματισμὸς τῶν καθηκόντων μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Τὰ καθήκοντα μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τερματίζονται κυρίως διά :

α) Τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς ὅτι τὰ καθήκοντα αὐτοῦ ἐτερματίσθησαν·

β) τῆς ἀνακλήσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου·

γ) τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς πρὸς τὸ ἀποστέλλον Κράτος ὅτι ἔπαυσε νὰ θεωρῇ τὸ περὶ οὗ πρόκειται πρόσωπον ὡς μέλος τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ.

"Αρθρον 26.

Ἀναχώρησις ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει ἀκόμη καὶ ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συγκρούσεως, νὰ παράσχῃ εἰς τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ, μὴ ὄντα ὑπήκοοι τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὡς καὶ εἰς τὰ μέλη τῶν οἰκογενειῶν των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἰθαγένειά των, τὸν ἀναγκαῖον χρόνον καὶ τὰς ἀναγκαίας διευκολύνσεις ὅπως προετοιμάσωσι τὴν ἀναχώρησίν των καὶ ἐγκαταλείψωσι τὸ ἔδαφος ἐντὸς εὐλόγων προθεσμιῶν μετὰ τὸν τερματισμὸν τῶν καθηκόντων των.

Ὀφείλει εἰδικώτερον, παρισταμένης ἀνάγκης, ὅπως θέσῃ εἰς τὴν διάθεσίν των τὰ ἀναγκαῖα μέσα μεταφορᾶς δι' αὐτοὺς

καὶ διὰ τὰ ἀγαθὰ των, ἐξαιρέσει τῶν ἀγαθῶν τῶν κτηθέντων ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς τῶν ὁποίων ἡ ἐξαγωγὴ ἀπαγορεύεται κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀναχωρήσεως.

Ἄρθρον 27.

Προστασία τῶν Προξενικῶν χώρων καὶ Ἀρχείων καὶ τῶν συμφερόντων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους εἰς ἐξαιρετικὰς περιστάσεις.

1. Ἐν περιπτώσει διακοπῆς τῶν προξενικῶν σχέσεων μεταξὺ δύο Κρατῶν.

α) Τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται, ἀκόμη καὶ ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συγκρούσεως, ὅπως σεβασθῇ καὶ προστατεύσῃ τοὺς προξενικοὺς χώρους ὡς καὶ τὰ ἀγαθὰ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ τὰ Προξενικὰ Ἀρχεῖα.

β) Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν φύλαξιν τῶν Προξενικῶν χώρων ὡς καὶ τῶν ἐν αὐτοῖς ἀγαθῶν καὶ τῶν προξενικῶν ἀρχείων, εἰς τρίτον Κράτος, ἀποδέξιμον εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς.

γ) Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων του καὶ ἐκείνων τῶν ὑπηκόων του εἰς τρίτον Κράτος ἀποδέξιμον εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς.

2. Ἐν περιπτώσει προσκαίρου ἢ ὁριστικῆς μὴ λειτουργίας τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς αἱ διατάξεις τοῦ ἐδαφίου α' τῆς παραγ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἔχουσιν ἐφαρμογήν.

Ἐπὶ πλέον :

α) Ὁσάκις τὸ ἀποστέλλον Κράτος, καίτοι μὴ ἀντιπροσωπευόμενον ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς διὰ διπλωματικῆς ἀποστολῆς, διατηρῇ ἑτέραν Προξενικὴν Ἀρχὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἡ Προξενικὴ αὕτη Ἀρχὴ δύναται νὰ ἐπιφορτισθῇ μὲ τὴν φύλαξιν τῶν χώρων τῆς μὴ λειτουργούσης Προξενικῆς Ἀρχῆς τῶν ἐν αὐτοῖς ἀγαθῶν καὶ τῶν προξενικῶν ἀρχείων, ὡς καί, τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς, μὲ τὴν ἐνάσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων ἐντὸς τῆς περιφερείας τῆς Προξενικῆς ταύτης Ἀρχῆς ἢ

β) ὁσάκις τὸ ἀποστέλλον Κράτος δὲν διατηρῇ διπλωματικὴν ἀποστολὴν οὐδὲ ἑτέραν Προξενικὴν Ἀρχὴν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, αἱ διατάξεις τῶν ἐδαφίων β' καὶ γ' τῆς παραγρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἔχουσιν ἐφαρμογήν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΣΕΙΣ, ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΑΙ ΑΦΟΡΩΣΑΙ ΤΑΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΑΣ ΑΡΧΑΣ ΤΟΥΣ ΕΜΜΙΣΘΟΥΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΟΥΣ ΥΠΑΛΛΗΛΟΥΣ ΚΑΙ ΤΑ ΛΟΙΠΑ ΜΕΛΗ ΤΗΣ ΠΡΟΞΕΝΙΚΗΣ ΑΡΧΗΣ.

ΤΜΗΜΑ Ι.

Διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίαι ἀφορῶσαι τὴν Προξενικὴν Ἀρχήν.

Ἄρθρον 28.

Διευκολύνσεις παρεχόμεναι εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων της.

Τὸ Κράτος διαμονῆς παρέχει πάσας τὰς δευκολύνσεις διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 29.

Χρησιμοποίησις ἐθνικῶν σημαιῶν καὶ θυρεῶν.

1. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δικαιοῦται νὰ χρησιμοποιῇ τὴν ἐθνικὴν σημαίαν καὶ τὸν θυρεὸν αὐτοῦ μετὰ τῶν ἐμβλημάτων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Ἡ ἐθνικὴ σημαία τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δύναται νὰ ἀναρτᾶται καὶ ὁ θυρεὸς μετὰ τῶν ἐμβλημάτων τοῦ Κράτους νὰ τοποθετῆται ἐπὶ τοῦ κτιρίου τοῦ χρησιμοποιουμένου ὑπὸ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ ἐπὶ τῆς θύρας εἰσόδου αὐτοῦ, ὡς καὶ ἐπὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ ἐπὶ τῶν μέσων κυκλοφορίας τούτου ὁσάκις ταῦτα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς ὑπηρεσίας του.

3. Ἐν τῇ ἐνασκήσει τοῦ δικαιώματος τοῦ παρεχομένου ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν οἱ νόμοι κανονισμοὶ καὶ συνήθειαι τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 30.

Κατοικία.

1. Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει εἴτε νὰ διευκολύνῃ τὴν ἀπόκτησιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν αὐτοῦ, ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους τῶν χώρων τῶν ἀναγκαίων εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχήν εἴτε νὰ συνδράμῃ τὸ ἀποστέλλον Κράτος νὰ ἀνεύρῃ χώρους δι' ἄλλου τρόπου.

2. Ὀφείλει ὡσαύτως, ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη περὶ τούτου, νὰ συνδράμῃ τὴν Προξενικὴν Ἀρχήν, ὅπως ἀνεύρῃ καταλλήλους κατοικίας διὰ τὰ μέλη της.

Ἄρθρον 31.

Ἀπαραβίαστον τῶν Προξενικῶν χώρων.

1. Οἱ Προξενικοὶ χῶροι εἶναι ἀπαραβίαστοι ἐν τῷ μέτρῳ τῷ προβλεπομένῳ ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Αἱ Ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς δὲν δύνανται νὰ εἰσχωρήσουν ἐν τῷ τμήματι τῶν Προξενικῶν χώρων τὸ ὁποῖον ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ χρησιμοποιεῖ ἀποκλειστικῶς διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς διεξαγωγῆς τῆς ὑπηρεσίας, κατόπιν συναινέσεως τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τοῦ προσώπου τοῦ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζομένου ἢ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Διπλωματικῆς Ἀποστολῆς τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους. Παρὰ ταῦτα, ἡ συναίνεσις τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύναται νὰ τεκμαρθῇ παρασχεθεῖσα ἐν περιπτώσει πυρκαϊᾶς ἢ ἑτέρου κινδύνου ἀπαιτοῦντος ἄμεσα μέτρα προστασίας.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγρ. 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Κράτος διαμονῆς ἔχει τὴν εἰδικὴν ὑποχρέωσιν ὅπως λάβῃ πάντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα ἵνα οἱ Προξενικοὶ χῶροι μὴ ὑποστῶσιν εἰσβολὴν ἢ ζημίας καὶ ἵνα μὴ διαταραχθῇ ἡ ἡσυχία τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ μὴ μειωθῇ ἡ ἀξιοπρέπειά της.

4. Οἱ Προξενικοὶ χῶροι, ἡ ἐπίπλωσίς των καὶ τὰ ἀγαθὰ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ὡς καὶ τὰ μέσα τῆς κυκλοφορίας αὐτῆς δὲν δύνανται νὰ ἀποτελέσωσιν ἀντικείμενον οὐδεμιᾶς μορφῆς ἐπιτάξεως διὰ σκοποὺς ἐθνικῆς ἀμύνης ἢ δημοσίας ὠφελείας.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν καθίστατο ἀναγκαία ἡ ἀπαλλοτρίωσις διὰ τοὺς σκοποὺς τους, θὰ ληφθῶσιν ἅπαντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα ὅπως ἀποφευχθῇ ἡ παρεμπόδισις τῆς ἐνασκήσεως τῶν προξενικῶν καθηκόντων καὶ ὅπως καταβληθῇ ταχεῖα, προσήκουσα καὶ πραγματικὴ ἀποζημίωσις εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

Ἄρθρον 32.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ τῶν Προξενικῶν χώρων.

1. Οἱ Προξενικοὶ χῶροι καὶ ἡ κατοικία τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἐμμίσθου Προξενικῆς Ἀρχῆς τῶν ὁποίων τὸ ἀποστέλλον Κράτος ἢ οἱονδήποτε πρόσωπον ἐνεργοῦν διὰ λογαριασμὸν τοῦ Κράτους τούτου εἶναι κύριος ἢ μισθωτής, ἀπαλλάσσονται πάντων τῶν φόρων καὶ τελῶν, οἱασδήποτε φύσεως, κρατικῶν, περιφερειακῶν ἢ δημοτικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν πρόκειται περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀντάλλαγμα παρεχομένων εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Ἡ φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς φόρους τούτους καὶ τὰ τέλη ὁσάκις, κατὰ τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἐπιβαρύνουσι τὸ πρόσωπον τὸ ὁποῖον συνεβλήθη μετὰ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ τοῦ προσώπου τοῦ ἐνεργοῦντος διὰ λογαριασμὸν τοῦ Κράτους τούτου.

Ἄρθρον 33.

Ἀπαραβίαστον τῶν Προξενικῶν ἀρχείων καὶ ἐγγράφων.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα καὶ ἔγγραφα εἶναι ἀπαραβίαστα κατὰ πάντα χρόνον καὶ εἰς οἱονδήποτε τόπον καὶ ἂν εὑρίσκωνται.

Ἄρθρον 34.

Ἐλευθερία Κινήσεως.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὰς περιοχὰς ὧν ἡ εἴσοδος εἶναι ἀπηγορευμένη ἢ ἐλεγχομένη διὰ λόγους ἐθνικῆς ἀσφαλείας, τὸ Κράτος διαμονῆς ἐξασφαλίζει τὴν ἐλευθερίαν μετακινήσεως καὶ κυκλοφορίας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του εἰς ἅπαντα τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 35.

Ἐλευθερία ἐπικοινωνίας.

1. Τὸ Κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει καὶ προστατεύει τὴν ἐλευθερίαν ἐπικοινωνίας τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς διὰ πάντας τοὺς ἐπισήμους σκοπούς. Ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ ἐπικοινωνοῦσα μετὰ τῆς Κυβερνήσεως, τῶν διπλωματικῶν ἀποστολῶν καὶ τῶν λοιπῶν Προξενικῶν Ἀρχῶν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, ὁπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκωνται, δύναται νὰ χρησιμοποιῇ πάντα τὰ κατάλληλα μέσα ἐπικοινωνίας, περιλαμβανομένων εἰς αὐτὰ τῶν διπλωματικῶν ἢ προξενικῶν ταχυδρόμων, τοῦ διπλωματικοῦ ἢ προξενικοῦ σάκκου καὶ τῶν μηνυμάτων διὰ χρήσεως κώδικος ἢ κρυπτογραφικῶς. Οὐχ ἧττον, ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ χρησιμοποιῇ ραδιοφωνικὸν πομπόν, εἰμὴ τῇ συγκαταθέσει τοῦ Κράτους διαμονῆς.

2. Ἡ ἐπίσημος ἀλληλογραφία τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς εἶναι ἀπαραβίαστος. Ὁ ὅρος «ἐπίσημος ἀλληλογραφία» ἐννοεῖ πᾶσαν ἀλληλογραφίαν σχετιζομένην πρὸς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν καὶ τὰ καθήκοντά της.

3. Ὁ διπλωματικὸς σάκκος δὲν πρέπει οὔτε νὰ ἀνοιχθῇ οὔτε νὰ παρακρατηθῇ. Οὐχ ἧττον, ἐὰν αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς ἔχωσι σοβαροὺς λόγους νὰ πιστεύωσιν ὅτι ὁ σάκκος περιέχει ἄλλα ἀντικείμενα πλὴν τῆς ἀλληλογραφίας, τῶν ἐγγράφων καὶ τῶν ἀντικειμένων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δύναται νὰ ἀπαιτήσωσιν ὅπως ὁ σάκκος ἀνοιχθῇ τῇ παρουσίᾳ των ὑπὸ ἀντιπροσώπου ἐξουσιοδοτουμένου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους. Ἐὰν αἱ ἀρχαὶ τοῦ εἰρημένου Κράτους προβάλωσιν ἄρνησιν εἰς τὴν αἴτησιν ὁ σάκκος ἐπιστρέφεται εἰς τὸν τόπον προελεύσεως.

4. Τὰ δέματα τὰ ἀπαρτίζοντα τὸν προξενικὸν σάκκον δέον νὰ φέρωσιν εὐδιακρίτους ἐξωτερικὰς ἐνδείξεις τοῦ χαρακτῆρος των καὶ δὲν δύνανται νὰ περιέχωσιν εἰμὴ τὴν ἐπίσημον ἀλληλογραφίαν ὡς καὶ ἔγγραφα ἢ ἀντικείμενα προοριζόμενα ἀποκλειστικῶς δι' ἐπίσημον χρῆσιν.

5. Ὁ Προξενικὸς Ταχυδρόμος ὀφείλει νὰ φέρῃ μεθ' ἑαυτοῦ ἐπίσημον ἔγγραφον βεβαιοῦν τὴν ἰδιότητά του καὶ καθορίζον τὸν ἀριθμὸν τῶν δεμάτων τῶν ἀπαρτιζόντων τὸν προξενικὸν σάκκον.

Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως, καθ' ἣν τὸ Κράτος διαμονῆς συγκατατίθεται, ὁ Προξενικὸς Ταχυδρόμος, δέον ὅπως μὴ εἶναι ὑπήκοος τοῦ Κράτους διαμονῆς, οὔτε ὑπήκοος ὧν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους, νὰ εἶναι μόνιμος κάτοικος τοῦ Κράτους διαμονῆς. Ἐν τῇ ἐνασκήσει τῶν καθηκόντων του ὁ Ταχυδρόμος οὗτος προστατεύεται ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς. Ἀπολαύει τοῦ ἀπαραβιάστου τοῦ προσώπου του καὶ δὲν δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς οὐδεμίαν μορφὴν συλλήψεως ἢ κρατήσεως.

6. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος, αἱ διπλωματικαὶ του ἀποστολαὶ καὶ αἱ Προξενικαί του Ἀρχαὶ δύνανται νὰ ὁρίζωσιν εἰδικοὺς προξενικοὺς ταχυδρόμους. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἶναι ὡσαύτως ἐφαρμοστέαι, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι αἱ ἀσυλίαι αἱ ἐν αὐτῇ ἀναφερόμεναι θὰ παύωσι νὰ ἔχωσιν ἐφαρμογὴν εὐθὺς ὡς ὁ ταχυδρόμος παραδώσῃ εἰς τὸν παραλήπτην τὸν προξενικὸν σάκκον τοῦ ὁποίου ἔχει τὴν φροντίδα.

7. Ὁ προξενικὸς σάκκος δύναται νὰ ἀνατεθῇ εἰς τὸν κυβερνήτην πλοίου ἢ ἐμπορικοῦ ἀεροσκάφους, ὅστις μέλλει νὰ ἀφιχθῇ εἰς ἐπιτρεπόμενον σημεῖον εἰσόδου. Ὁ Κυβερνήτης οὗτος δέον νὰ φέρῃ μεθ' ἑαυτοῦ ἐπίσημον ἔγγραφον ἐμφαῖνον τὸν ἀριθμὸν τῶν δεμάτων τῶν ἀπαρτιζόντων τὸν σάκκον, ἀλλὰ δὲν θεωρεῖται ὡς προξενικὸς ταχυδρόμος. Κατόπιν συμφωνίας μετὰ τῶν ἁρμοδίων τοπικῶν ἀρχῶν, ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ δύναται νὰ ἀποστείλῃ μέλος αὐτῆς ὅπως λάβῃ ἀπ' εὐθείας καὶ ἐλευθέρως τὴν κατοχὴν τοῦ σάκκου ἐκ τῶν χειρῶν τοῦ Κυβερνήτου τοῦ πλοίου ἢ τοῦ ἀεροσκάφους.

Ἄρθρον 36.

Ἐπικοινωνία μετὰ ὑπηκόων τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἡ ἄσκησις τῶν προξενικῶν καθηκόντων τῶν σχετικῶν πρὸς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους διευκολύνηται :

α) Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ δέον νὰ ἔχωσι τὴν ἐλευθερίαν ὅπως ἐπικοινωνῶσι μετὰ τῶν ὑπηκόων του ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ νὰ μεταβαίνωσι παρ' αὐτοῖς.

Οἱ ὑπήκοοι τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους δέον νὰ ἔχωσι τὴν αὐτὴν ἐλευθερίαν ὅπως ἐπικοινωνῶσι μετὰ τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν καὶ νὰ μεταβαίνωσι παρ' αὐτοῖς.

β) Ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος αἰτήσηται τοῦτο, αἱ ἁρμόδιαι Ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς δέον νὰ εἰδοποιῶσιν ἀμελλητὶ τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὁσάκις, ἐν τῇ προξενικῇ περιφερείᾳ, ὑπήκοος τοῦ Κράτους τούτου συλλαμβάνεται, φυλακίζεται ἢ τίθεται εἰς κατάστασιν προφυλακίσεως ἢ πάσης ἄλλης φύσεως κράτησιν. Πᾶσα ἀνακοίνωσις ἀπευθυνομένη εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν ὑπὸ προσώπου συλληφθέντος, φυλακισθέντος ἢ τεθέντος εἰς κατάστασιν προφυλακίσεως ἢ πάσης ἄλλης φύσεως κράτησιν δέον ὡσαύτως νὰ διαβιβάζηται ἀμελλητὶ ὑπὸ τῶν εἰρημένων Ἀρχῶν. Αὗται ὀφείλουσιν ὅπως πληροφορῶσιν ἀμελλητὶ τὸν ἐνδιαφερόμενον περὶ τῶν δικαιωμάτων του κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἐδαφίου.

Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ἔχουσι τὸ δικαίωμα ὅπως μεταβαίνωσι παρά τινι ὑπηκόῳ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὅστις τελεῖ ἐν φυλακίσει, προφυλακίσει ἢ οἱασδήποτε ἄλλης φύσεως κρατήσει, συνομιλῶσι καὶ ἀλληλογραφῶσι μετ' αὐτοῦ καὶ μεριμνῶσι περὶ τῆς νομικῆς αὐτοῦ παραστάσεως.

Ἔχουσιν ὡσαύτως τὸ δικαίωμα ὅπως μεταβαίνωσι παρά τινι ὑπηκόῳ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὅστις, ἐν τῇ περιφερείᾳ των τελεῖ ὑπὸ φυλάκισιν ἢ κράτησιν εἰς ἐκτέλεσιν δικαστικῆς ἀποφάσεως. Ἐν τούτοις οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ ὀφείλουσι νὰ ἀπέχωσιν ἐπεμβαίνοντες ὑπὲρ ὑπηκόου τινὸς φυλακισθέντος ἢ τεθέντος εἰς κατάστασιν προφυλακίσεως ἢ οἱασδήποτε ἄλλης φύσεως κράτησιν ὁσάκις ὁ ἐνδιαφερόμενος ἀντιτίθεται ρητῶς εἰς τοῦτο.

2. Τὰ προβλεπόμενα δικαιώματα ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέον ὅπως ἀσκῶνται ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἐννοουμένου, ἐν τούτοις, ὅτι οἱ νόμοι οὗτοι καὶ κανονισμοὶ δέον ὅπως ἐπιτρέπωσι τὴν πλήρη πραγματοποίησιν τῶν σκοπῶν διὰ τοὺς ὁποίους τὰ δικαιώματα θεσπίζονται δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 37.

Πληροφορίαι ἐν περιπτώσει θανάτου, ἐπιτροπείας ἢ κηδεμονίας, ναυαγίου ἢ ἀεροπορικοῦ ἀτυχήματος.

Ἐὰν αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς κατέχωσι τὰς ἀντιστοίχους πληροφορίας ὑποχρεοῦνται :

α) Ἐν περιπτώσει θανάτου ὑπηκόου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους νὰ πληροφορήσωσιν ἀμελλητὶ τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν ἐν τῇ περιφερείᾳ τῆς ὁποίας ἐπῆλθεν ὁ θάνατος.

β) Νὰ γνωστοποιῶσιν ἀμελλητὶ εἰς τὴν ἁρμοδίαν Προξενικὴν Ἀρχὴν πάσας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς θὰ συνέτρεχε λόγος διορισμοῦ ἐπιτρόπου ἢ κηδεμόνος δι' ἀνήλικον ἢ ἀνίκανον ὑπήκοον τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Οὐχ ἧττον ἐπιφυλάσσεται ἡ ἐφαρμογὴ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ὡς πρὸς τὸν διορισμὸν τοῦ ἐπιτρόπου τούτου ἢ τοῦ κηδεμόνος.

γ) Ὁσάκις πλοῖον ἢ σκάφος ἔχον τὴν ἐθνικότητα τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ναυαγῇ ἢ ἐξωκείλῃ ἐντὸς τῆς χω-

ρικῆς θαλάσσης ἢ τῶν ἐσωτερικῶν ὑδάτων τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ὁσάκις πλοῖον νηολογημένον ἐν τῷ ἀποστέλλοντι Κράτει ὑφίσταται ἀτύχημα ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, νὰ πληροφορήσωσιν ἀμελλητὶ τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν τὴν πλησιεστέραν τοῦ τόπου ἔνθα συνέβη τὸ ἀτύχημα.

Ἄρθρον 38.

Ἐπικοινωνία μετὰ τῶν Ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των οἱ Προξενικοὶ λειτουργοὶ δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται :

α) Εἰς τὰς ἁρμοδίας τοπικὰς ἀρχὰς τῆς Προξενικῆς των περιφερείας.

β) Εἰς τὰς ἁρμοδίας Κεντρικὰς ἀρχὰς τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐὰν καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ τοῦτο ἐπιτρέπεται ὑπὸ τῶν νόμων, κανονισμῶν καὶ συνηθειῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ὑπὸ διεθνῶν συμφωνιῶν ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

Ἄρθρον 39.

Προξενικὰ δικαιώματα καὶ τέλη.

1. Ἡ Προξενικὴ Ἀρχὴ δύναται νὰ εἰσπράττῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς τὰ δικαιώματα καὶ τέλη τὰ ὁποῖα οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους προβλέπουσι διὰ τὰς προξενικὰς πράξεις.

2. Τὰ ποσὰ τὰ εἰσπραττόμενα ὡς δικαιώματα καὶ τέλη δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ αἱ σχετικαὶ τούτων ἀποδείξεις ἀπαλλάσσονται παντὸς φόρου καὶ τέλους ἐντὸς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίαι ἀφορῶσαι τοὺς ἐμμίσθους Προξενικοὺς λειτουργοὺς καὶ τὰ λοιπὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 40.

Προστασία τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν.

Τὸ Κράτος διαμονῆς θὰ μεταχειρίζηται τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς μετὰ τοῦ ὀφειλομένου πρὸς αὐτοὺς σεβασμοῦ καὶ θὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα ὅπως παρεμποδίζῃ πᾶσαν προσβολὴν κατὰ τοῦ προσώπου των, τῆς ἐλευθερίας καὶ τῆς ἀξιοπρεπείας των.

Ἄρθρον 41.

Προσωπικὸν ἀπαραβίαστον τῶν Προξενικῶν λειτουργῶν.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν δύνανται νὰ συλληφθῶσιν ἢ νὰ προφυλακισθῶσιν εἰμὴ ἐν περιπτώσει βαρέος ἐγκλήματος καὶ κατόπιν ἀποφάσεως τῆς ἁρμοδίας δικαστικῆς ἀρχῆς.

2. Ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν δύνανται νὰ φυλακισθῶσιν οὔτε νὰ ὑποβληθῶσιν εἰς οἱανδήποτε ἄλλην μορφὴν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς ἐλευθερίας των εἰμὴ εἰς ἐκτέλεσιν τελεσιδίκου δικαστικῆς ἀποφάσεως.

3. Ὁσάκις ποινικὴ διαδικασία κινῆται ἐναντίον προξενικοῦ ὑπαλλήλου, οὗτος ὑποχρεοῦται νὰ παρουσιάζηται ἐνώπιον τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν. Οὐχ ἧττον, ἡ διαδικασία δέον νὰ διεξάγηται μετὰ τῆς ὀφειλομένης ἀβρότητος πρὸς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν λόγῳ τῆς ἐπισήμου αὐτοῦ θέσεως καὶ ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τρόπον παρενοχλοῦντα τὸ ὀλιγώτερον δυνατὸν τὴν ἐνάσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων. Ὁσάκις κατὰ τὰς περιστάσεις τὰς ἀναφερομένας ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου κατέστη ἀναγκαῖον νὰ τεθῇ προξενικὸς λειτουργὸς εἰς κατάστασιν προφυλακίσεως, ἡ διαδικασία ἡ στρεφομένη κατ' αὐτοῦ δέον νὰ ἄρξηται ἐντὸς τῆς συντομωτέρας προθεσμίας.

Ἄρθρον 42.

Γνωστοποίησις τῶν περιπτώσεων συλλήψεως, κρατήσεως ἢ διώξεως.

Ἐν περιπτώσει συλλήψεως, προφυλακίσεως μέλους τοῦ προξενικοῦ προσωπικοῦ ἢ ποινικῆς διώξεως κινηθείσης ἐναντίον του, τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται νὰ εἰδοποιήσῃ περὶ τούτου τὸ ταχύτερον τὸν ἀρχηγὸν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς. Ἐὰν ὁ τελευταῖος οὗτος εἶναι ὁ θιγόμενος ὑπό τινος τῶν μέτρων τούτων τὸ Κράτος διαμονῆς δέον νὰ πληροφορῇ περὶ αὐτοῦ τὸ ἀποστέλλον Κράτος διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 43.

Ἑτεροδικία.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ εἰδικοὶ προξενικοὶ ὑπάλληλοι δὲν ὑπόκεινται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν Ἀρχῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς διὰ πράξεις τελεσθείσας ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

2. Ἐν τούτοις, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται ἐν περιπτώσει ἀστικῆς ἀγωγῆς:

α) Ἀπορρεούσης ἐκ τῆς συνάψεως συμβολαίου ὑπὸ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἢ εἰδικοῦ προξενικοῦ ὑπαλλήλου, ὅστις δὲν συνῆψε τοῦτο ρητῶς ἢ σιωπηρῶς ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

β) Ἐγερθείσης ὑπὸ τρίτου διὰ ζημίαν προκύπτουσαν ἐξ ἀτυχήματος συμβάντος ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς, ἐξ ὀχήματος, πλοίου ἢ ἀεροσκάφους.

Ἄρθρον 44.

Ὑποχρέωσις καταθέσεως ὡς μάρτυρος.

1. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δύνανται νὰ κληθῶσιν ὅπως καταθέσωσιν ὡς μάρτυρες εἰς δικαστικὰς ἢ διοικητικὰς διαδικασίας. Οἱ Εἰδικοὶ Πρόξενικοὶ ὑπάλληλοι καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ ὀφείλουν νὰ μὴ ἀρνοῦνται ὅπως ἐξετάζωνται ὡς μάρτυρες, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐὰν προξενικός τις λειτουργὸς ἀρνῆται νὰ καταθέσῃ ὡς μάρτυς, οὐδὲν μέτρον ἐξαναγκασμοῦ ἢ ἄλλη κύρωσις δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς αὐτόν.

2. Ἡ ζητοῦσα τὴν μαρτυρικὴν κατάθεσιν Ἀρχὴ δέον ὅπως ἀποφεύγῃ τὴν ἐνόχλησιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων του. Δύναται νὰ λαμβάνῃ τὴν μαρτυρίαν του εἰς τὴν κατοικίαν ἢ εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ἢ νὰ δεχθῇ ἔγγραφον δήλωσιν ἐκ μέρους του, ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν.

3. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δὲν ὑποχρεοῦνται ὅπως καταθέτωσι περὶ συμβάντων σχετιζομένων πρὸς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων των καὶ ὅπως προσκομίζωσι τὴν ἀλληλογραφίαν καὶ ἐπίσημα ἔγγραφα σχετικὰ πρὸς αὐτήν. Ἔχουσιν ὡσαύτως τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνοῦνται τὴν ἐξέτασίν των ὡς πραγματογνώμονες περὶ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 45.

Παραίτησις τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

1. Τὸ ἀποστέλλον Κράτος δύναται νὰ παραιτηθῇ ἔναντι μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 41, 43 καὶ 44.

2. Ἡ παραίτησις δέον πάντοτε νὰ εἶναι ρητή, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ δέον νὰ ἀνακοινοῦται ἐγγράφως εἰς τὸ Κράτος διαμονῆς.

3. Ἐὰν προξενικὸς λειτουργὸς ἢ εἰδικὸς προξενικὸς ὑπάλληλος, ἔν τινι περιπτώσει καθ' ἣν θὰ ἐτύγχανεν ἑτεροδικίας δυνάμει τοῦ ἄρθρου 43, ἐγείρῃ ἀγωγήν, δὲν εἶναι δεκτὸν ὅπως ἐπικαλεσθῇ τὴν ἑτεροδικίαν ἔναντι πάσης ἀνταγωγῆς ἀμέσως συνδεομένης πρὸς τὴν κυρίαν ἀγωγήν.

4. Ἡ παραίτησις ἀπὸ τῆς ἑτεροδικίας διὰ μίαν ἀστικὴν ἢ διοικητικὴν δίκην δὲν θεωρεῖται ὡς συνεπαγομένη τὴν παραίτησιν τῆς ἀσυλίας ὡς πρὸς τὰ μέτρα ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως, διὰ τὰ ὁποῖα εἶναι ἀναγκαία ἰδιαιτέρα παραίτησις.

Ἄρθρον 46.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς καταγραφῆς εἰς βιβλία ἀλλοδαπῶν καὶ ἐκ τῶν ἀδειῶν διαμονῆς.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ εἰδικοὶ προξενικοὶ

ὑπάλληλοι, ὡς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν, ἀπαλλάσσονται τῶν ὑποχρεώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐν σχέσει πρὸς τὴν καταγραφὴν τῶν ἀλλοδαπῶν καὶ τὰς ἀδείας διαμονῆς.

2. Ἐν τούτοις, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται οὔτε εἰς τὸν εἰδικὸν προξενικόν, ὑπάλληλον, ὅστις δὲν εἶναι μόνιμος ὑπάλληλος τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἀσκεῖ ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος ἐν τῷ Κράτει τῆς διαμονῆς, οὔτε εἰς μέλος τῆς οἰκογενείας του.

Ἄρθρον 47.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς ἀδείας ἐργασίας.

1. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς εἶναι, ὅσον ἀφορᾷ τὰς προσφερομένας ὑπηρεσίας εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος, ἀπηλλαγμένα τῶν ὑποχρεώσεων τὰς ὁποίας οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς σχετικοὶ πρὸς τὴν χρησιμοποίησιν ξένων ἐργατικῶν χειρῶν ἐπιβάλλουσιν ὡς πρὸς τὴν ἄδειαν ἐργασίας.

2. Τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ εἰδικῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων, ἐφ' ὅσον δὲν ἀσκοῦσιν οὐδεμίαν ἑτέραν ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ἀπαλλάσσονται τῶν ὑποχρεώσεων τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 48.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ τοῦ καθεστῶτος τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὡς πρὸς τὰς ὑπηρεσίας τὰς προσφερομένας εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ μετ' αὐτῶν συνοικοῦντα, ἐξαιροῦνται τῶν διατάξεων τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, αἵτινες δυνατὸν νὰ ἰσχύωσιν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς.

2. Ἡ ἀπαλλαγὴ ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζεται ὡσαύτως εἰς τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ ἅτινα εἶναι εἰς τὴν ἀποκλειστικὴν ὑπηρεσίαν τῶν μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον :

α) ὅτι δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ δὲν ἔχουσιν ἐν αὐτῷ τὴν μόνιμον κατοικίαν των καὶ

β) νὰ ὑπάγωνται εἰς τὰς διατάξεις περὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων, αἱ ὁποῖαι ἰσχύουσιν ἐν τῷ ἀποστέλλοντι Κράτει ἢ ἐν τρίτῳ Κράτει.

3. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἅτινα ἔχουσιν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των πρόσωπα εἰς τὰ ὁποῖα ἡ ἀπαλλαγὴ ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχει ἐφαρμογήν, δέον νὰ τηρῶσι τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας αἱ διατάξεις περὶ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων ἐπιβάλλουσιν εἰς τὸν ἐργοδότην.

4. Ἡ προβλεπομένη ἀπαλλαγὴ εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποκλείει τὴν ἐκουσίαν μετοχὴν εἰς τὸ καθεστὼς τῶν Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων τοῦ Κράτους διαμονῆς, ἐφ' ὅσον εἶναι ἐπιτρεπτὴ ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου.

Ἄρθρον 49.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγή.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ εἰδικοὶ προξενικοὶ ὑπάλληλοι, ὡς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν ἀπαλλάσσονται πάντων τῶν φόρων καὶ τελῶν, προσωπικῶν ἢ ἐπὶ ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων, κρατικῶν, περιφερειακῶν ἢ δημοτικῶν ἐξαιρέσει :

α) τῶν ἐμμέσων φόρων τοιαύτης φύσεως, οἵτινες κανονικῶς ἐνσωματοῦνται ἐν τῇ τιμῇ τῶν ἐμπορευμάτων ἢ ὑπηρεσιῶν,

β) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν ἀκινήτων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 32,

γ) τῶν φόρων κληρονομιῶν καὶ μεταβιβάσεων τῶν εἰσπρατομένων ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου β' τοῦ ἄρθρου 51,

δ) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν εἰσοδημάτων συμπεριλαμβανομένων τῶν κερδῶν ἐκ κεφαλαίων τὰ ὁποῖα ἔχουν τὴν προέλευσίν των ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς καὶ τῶν φόρων ἐπὶ τοῦ κεφαλαίου εἰσπραττομένων ἐπὶ τῶν ἐπενδύσεων τῶν πραγματοποιουμένων εἰς ἐμπορικὰς ἢ οἰκονομικὰς ἐπιχειρήσεις κειμένας ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς

ε) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀντάλλαγμα εἰδικῶς παρεχομένων ὑπηρεσιῶν

στ) τῶν τελῶν μεταγραφῶν, δικαστικῶν, ὑποθηκῶν καὶ χαρτοσήμου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 32.

2. Τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ ἀπαλλάσσονται τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τοῦ μισθοῦ τὸν ὁποῖον εἰσπράττουν διὰ τὰς ὑπηρεσίας των.

3. Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἅτινα ἀπασχολοῦσι πρόσωπα τῶν ὁποίων αἱ ἀποδοχαὶ ἢ μισθοὶ δὲν ἀπαλλάσσονται τοῦ φόρου εἰσοδήματος ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς δέον νὰ σέβωνται τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους ἐπιβάλλουσιν εἰς τοὺς ἐργοδότας των ὡς πρὸς τὴν εἴσπραξιν τοῦ φόρου ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος.

Ἄρθρον 50.

Ἀπαλλαγὴ τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ τοῦ τελωνειακοῦ ἐλέγχου.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς διατάξεις ἃς δύνανται νὰ υἱοθετήσῃ, τὸ Κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει τὴν εἰσαγωγὴν καὶ παρέχει ἀπαλλαγὴν πάντων τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, τελῶν καὶ ἄλλων συναφῶν ὀφειλῶν πλὴν τῶν δαπανῶν ἐναποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καὶ δαπανῶν σχετικῶν πρὸς ἀναλόγους ὑπηρεσίας, διά :

α) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα δι' ἐπίσημον χρῆσιν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς,

β) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν προσωπικὴν χρῆσιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ καὶ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας του τῶν συνοικούντων μετ' αὐτοῦ, συμπεριλαμβανομένων τῶν εἰδῶν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἐγκατάστασίν του. Τὰ εἴδη καταναλώσεως δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνωσι τὰς ἀναγκαίας ποσότητας διὰ τὴν ἄμεσον κατανάλωσιν ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων.

2. Οἱ εἰδικοὶ Προξενικοὶ ὑπάλληλοι ἀπολαύουσι τῶν προνομίων καὶ ἀπαλλαγῶν τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παραγρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς πρὸς τὰ ἀντικείμενα τὰ εἰσαγόμενα κατὰ τὴν πρώτην αὐτῶν ἐγκατάστασιν.

3. Αἱ προσωπικαὶ ἀποσκευαὶ αἱ συνοδευόμεναι ὑπὸ τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας των τῶν συνοικούντων μετ' αὐτῶν εἶναι ἀπηλλαγμέναι τελωνειακοῦ ἐλέγχου. Δὲν δύνανται νά ὑποβληθῶσιν εἰς ἔλεγχον εἰμὴ ἐὰν ὑφίστανται σοβαροὶ λόγοι ὑποψίας ὅτι περιέχουσιν ἀντικείμενα ἕτερα ἐκείνων ἅτινα ἀναφέρονται εἰς τὸ ἐδάφ. β' τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ ἀντικείμενα τῶν ὁποίων ἡ εἰσαγωγὴ ἢ ἐξαγωγὴ ἀπαγορεύεται ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ὑποβάλλεται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς αὐτοῦ περὶ καθάρσεως. Ὁ ἔλεγχος οὗτος δὲν δύναται νὰ λάβῃ χώραν εἰμὴ παρουσίᾳ τοῦ προξενικοῦ λειτουγοῦ ἢ τοῦ ἐνδιαφερομένου μέλους τῆς οἰκογενείας του.

Ἄρθρον 51.

Κληρονομία μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας του.

Ἐν περιπτώσει θανάτου μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας του τὸ ὁποῖον συνῴκει μετ' αὐτοῦ, τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται :

α) ὅπως ἐπιτρέπῃ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν κινητῶν πραγμάτων τοῦ ἀποθανόντος, ἐξαιρέσει ἐκείνων ἅτινα ἀπεκτήθησαν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς καὶ τῶν ὁποίων ἡ ἐξαγωγὴ ἀπαγορεύεται κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου,

β) ὅπως μὴ εἰσπράττῃ φόρους κληρονομίας κρατικούς, περιφερειακούς, ἢ δημοτικοὺς οὐδὲ φόρους μεταβιβάσεως ἐπὶ τῶν κινητῶν πραγμάτων τῶν ὁποίων ἡ εὕρεσις ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ὠφείλετο εἰς μόνον τὸν λόγον τῆς παραμονῆς τοῦ ἀποθανόντος ἐν τῷ κράτει τούτῳ ὡς μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μέλους τῆς οἰκογενείας μέλους τινὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 52.

Ἀπαλλαγὴ ἐκ προσωπικῶν παροχῶν.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει νὰ ἀπαλλάσσῃ τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτῶν πάσης προσωπικῆς παροχῆς καὶ πάσης ὑπηρεσίας δημοσίας ὠφελείας, οἱασδήποτε φύσεως καὶ ἂν εἶναι αὕτη καὶ τῶν στρατιωτικῶν ἐπιβαρύνσεων ὡς ἐπιτάξεων, συνεισφορῶν καὶ στρατιωτικῶν καταλυμάτων.

Ἄρθρον 53.

Ἔναρξις καὶ λῆξις τῶν Προξενικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

1. Πᾶν μέλος τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἀπολαύει τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως ἀπὸ τῆς εἰσόδου αὐτοῦ ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ Κράτους διαμονῆς διὰ νὰ ἀναλάβῃ ὑπηρεσίαν ἢ ἐὰν εὑρίσκεται ἤδη ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ, ἀπὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων του παρὰ τῇ Προξενικῇ Ἀρχῇ.

2. Τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας μέλους τινὸς τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτοῦ, ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ τούτου ἀπολαύουν τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παρούσῃ συμβάσει ἀπὸ τῆς τελευταίας τῶν ἀκολούθων ἡμερομηνιῶν: τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὁποίας τὸ ἐν λόγῳ μέλος τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἀπολαύει προνομίων καὶ ἀσυλιῶν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰσόδου των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ ἐκείνης ἀπὸ τῆς ὁποίας κατέστησαν μέλη τῆς ἐν λόγῳ οἰκογενείας ἢ τοῦ ἐν λόγῳ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ.

3. Ὅταν τὰ καθήκοντα μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς τερματίζωνται, τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίαι τούτου, ὡς καὶ τὰ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας του τῶν συνοικούντων μετ' αὐτοῦ ἢ τῶν μελῶν τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ, παύουσι κανονικῶς ἐν τῇ πρώτῃ τῶν ἀκολούθων ἡμερομηνιῶν: κατὰ τὴν στιγμὴν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον ἐγκαταλείπει τὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ μετὰ τὴν παρέλευσιν εὐλόγου προθεσμίας ἡ ὁποία θὰ τοῦ ἐχορηγεῖτο ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ, ἀλλὰ ἐξακολουθοῦν νὰ ἰσχύωσι μέχρι τῆς στιγμῆς ταύτης, ἔτι δὲ καὶ ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συγκρούσεως. Ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρόσωπα τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίαι αὐτῶν παύουσιν εὐθὺς ὡς τὰ πρόσωπα ταῦτα παύσωσι νὰ ἀνήκωσιν εἰς τὸν οἶκον ἢ εἰς τὴν ὑπηρεσίαν μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὑπὸ τὴν ἔννοιαν ἐν τούτοις ὅτι, ἐὰν τὰ πρόσωπα ταῦτα ἔχωσι τὴν πρόθεσιν νὰ ἐγκαταλείψωσι τὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας, τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίαι τούτων ἐξακολουθοῦσιν ἰσχύουσαι μέχρι τῆς ἀναχωρήσεώς των.

4. Οὐχ ἧττον, ὅσον ἀφορᾷ τὰς πράξεις τὰς τελουμένας ὑπὸ προξενικῶν λειτουργῶν ἢ εἰδικῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των, ἡ ἑτεροδικία ἐξακολουθεῖ ἰσχύουσα ἄνευ περιορισμοῦ διαρκείας.

5. Ἐν περιπτώσει θανάτου μέλους τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας του τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτοῦ ἐξακολουθοῦσι νὰ ἀπολαύωσι τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν ἀναγνωριζομένων ὑπὲρ αὐτῶν, μέχρι τῆς πρώτης ἐκ τῶν ἀκολούθων ἡμερομηνιῶν: ἐκείνης καθ' ἣν ἐγκαταλείπουσι τὸ ἔδαφος τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ μετὰ τὴν παρέλευσιν εὐλόγου προθεσμίας, ἥτις θὰ τοῖς ἐχορηγεῖτο ἐπὶ τῷ σκοπῷ τούτῳ.

Ἄρθρον 54.

Ὑποχρεώσεις τρίτων Κρατῶν.

1. Ἐὰν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς διέρχεται δι' ἐδάφους ἢ εὑρίσκεται ἐπὶ ἐδάφους τρίτου Κράτους, ὅπερ τῷ ἐχορήγησε θεώρησιν ἐν τῇ περιπτώσει καθ' ἣν ἡ θεώρησις ἀπαιτεῖται, ὅπως μεταβῇ διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν καθηκόντων του ἢ ὅπως ἐπανέλθῃ εἰς τὴν θέσιν του ἢ ὅπως ἐπιστρέψῃ εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος, τὸ τρίτον Κράτος θὰ τοῦ παρέχῃ τὰς προβλεπομένας ἀσυλίας εἰς τὰ ἄλλα ἄρθρα τῆς παρούσης συμβάσεως, αἵτινες θὰ τοῦ ἦταν ἀναγκαῖαι διὰ νὰ ἐπιτραπῇ ἡ διέλευσις καὶ ἡ ἐπιστροφή του. Τὸ τρίτον Κράτος θὰ πράξῃ τὸ αὐτὸ διὰ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας τὰ συνοικοῦντα μετ' αὐτοῦ καὶ ἀπολαύοντα προνομίων καὶ ἀσυλιῶν ἄτινα συνοδεύουσι τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ἢ ἄτινα ταξειδεύουσι κεχωρισμένως ὅπως τὸν συναντήσωσιν ἢ διὰ νὰ ἐπιστρέψωσιν εἰς τὸ ἀποστέλλον Κράτος.

2. Εἰς παρομοίας συνθήκας πρὸς ἐκείνας αἵτινες προβλέπονται εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ τρίτα Κράτη δέον ὅπως μὴ παρεμποδίζωσι τὴν διέλευσιν ἐκ τοῦ ἐδάφους των τῶν λοιπῶν μελῶν τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ τῶν μελῶν τῶν οἰκογενειῶν των τῶν συνοικούντων μετ' αὐτῶν.

3. Τὰ τρίτα Κράτη θὰ παρέχωσιν εἰς τὴν ἐπίσημον ἀλληλογραφίαν καὶ εἰς τὰ ἄλλα μέσα ἐπισήμου ἐπικοινωνίας ἐν διελεύσει, περιλαμβανομένων εἰς αὐτὰ τῶν μηνυμάτων διὰ κώδικος ἢ κρυπτογραφήσεως, τὴν αὐτὴν ἐλευθερίαν καὶ τὴν αὐτὴν προστασίαν, τὰς ὁποίας τὸ Κράτος διαμονῆς ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ παρέχῃ δυνάμει τῆς παρούσης συμβάσεως.

4. Αἱ ὑποχρεώσεις τῶν τρίτων Κρατῶν δυνάμει τῶν παραγράφων 1, 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται ὡσαύτως εἰς πρόσωπα ἀναφερόμενα ἀντιστοίχως εἰς τὰς παραγράφους ταύτας, ὡς καὶ εἰς τὰς ἐπισήμους ἐπικοινωνίας καὶ εἰς τοὺς προξενικοὺς σάκκους, ὅταν ἡ παρουσία των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ τρίτου Κράτους ὀφείλεται εἰς γεγονὸς ἀνωτέρας βίας.

Ἄρθρον 55.

Σεβασμὸς τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προνομίων των καὶ τῶν ἀσυλιῶν πάντα τὰ πρόσωπα ἄτινα ἀπολαύουν τῶν προνομίων τούτων καὶ ἀσυλιῶν ἔχουσιν ὑποχρέωσιν ὅπως σέβωνται τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς. Ἔχουσιν ὡσαύτως ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ ἀναμιγνύωνται εἰς τὰς ἐσωτερικὰς ὑποθέσεις τοῦ Κράτους τούτου.

2. Οἱ προξενικοὶ χῶροι δὲν θὰ χρησιμοποιῶνται κατὰ τρόπον μὴ συμβιβαζόμενον πρὸς τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποκλείουσι τὴν δυνατότητα ἐγκαταστάσεως, εἰς διαμέρισμα τοῦ οἰκήματος ὅπου εὑρίσκονται οἱ χῶροι τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς, τῶν γραφείων ἄλλων ὀργανισμῶν ἢ ἀντιπροσωπειῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ χῶροι οἱ προωρισμένοι διὰ τὰ γραφεῖα ταῦτα θὰ διαχωρίζωνται τῶν χώρων οἵτινες χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν Προξενικὴν Ἀρχήν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, τὰ εἰρημένα γραφεῖα δὲν θὰ θεωρῶνται ὡς πρὸς τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης συμβάσεως, ὡς ἀποτελοῦντα τμῆμα τῶν προξενικῶν χώρων.

Ἄρθρον 56.

Ἀσφάλεια κατὰ τῶν προσγενομένων εἰς τρίτους ζημιῶν.

Τὰ μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς δέον ὅπως συμμορφῶνται πρὸς ἅπασας τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἐπιβαλλομένας ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ὡς πρὸς τὴν ἀσφάλειαν ἀστικῆς εὐθύνης διὰ τὴν χρησιμοποίησιν παντὸς ὀχήματος, πλοίου ἢ ἀεροσκάφους.

Ἄρθρον 57.

Εἰδικαὶ διατάξεις σχετικαὶ πρὸς τὴν ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος.

1. Οἱ ἔμμισθοι προξενικοὶ λειτουργοὶ δὲν θὰ ἀσκῶσιν ἐν τῷ Κράτει τῆς διαμονῆς οὐδεμίαν ἐπαγγελματικὴν ἢ ἐμπορικὴν ἐργασίαν διὰ προσωπικὸν ὄφελός των.

2. Τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίαι αἱ προβλεπόμεναι ἐν τῷ παρόντι κεφαλαίῳ δὲν παρέχονται :

α) εἰς τοὺς εἰδικοὺς προξενικοὺς ὑπαλλήλους καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑπηρετικοῦ προσωπικοῦ ἅτινα ἀσκοῦσιν ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος

β) εἰς τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας προσώπου ἀναφερομένου, ἐν τῷ ἐδαφίῳ α' τῆς παρούσης παραγράφου καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ

γ) εἰς τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας μέλους Προξενικῆς Ἀρχῆς ἅτινα ἀσκοῦσιν αὐτὰ τὰ ἴδια ἐν τῷ Κράτει τῆς διαμονῆς ἰδιωτικὴν ἀπασχόλησιν κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Καθεστὼς ἐφαρμοζόμενον εἰς τοὺς ἐπιτίμους προξενικοὺς λειτουργοὺς καὶ εἰς τὰς προξενικὰς ἀρχὰς διευθυνομένας ὑπ' αὐτῶν.

Ἄρθρον 58.

Γενικαὶ δικτάξεις ἀφορῶσαι τὰς διευκολύνσεις προνόμια καὶ ἀσυλίας.

1. Τὰ ἄρθρα 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37, 38 καὶ 39, ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 54 καὶ αἱ παράγραφοι 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 55 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Προξενικὰς Ἀρχὰς τὰς διευθυνομένας ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ. Ἐπὶ πλέον, αἱ εὐκολίαι, προνόμια καὶ ἀσυλίαι τῶν προξενικῶν τούτων Ἀρχῶν διέπονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 59, 60, 61 καὶ 62.

2. Τὰ ἄρθρα 42 καὶ 43, ἡ παράγραφος 3 τοῦ ἄρθρου 44, τὰ ἄρθρα 45 καὶ 53 καὶ ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 55 ἐφαρμόζονται εἰς τοὺς ἐπιτίμους προξενικοὺς λειτουργούς. Ἐπὶ πλέον, αἱ διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίαι τῶν προξενικῶν τούτων λειτουργῶν ρυθμίζονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 63, 64, 65, 66 καὶ 67.

3. Τὰ προνόμια καὶ ἀσυλίαι τὰ προβλεπόμενα ἐν τῇ παρούσῃ συμβάσει δὲν παρέχονται εἰς τὰ μέλη οἰκογενείας ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ ἢ προξενικοῦ ὑπαλλήλου ὅστις εἶναι ὑπάλληλος Προξενικῆς Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ.

4. Ἡ ἀνταλλαγὴ διπλωματικῶν σάκκων μεταξὺ δύο Προξενικῶν Ἀρχῶν εὑρισκομένων εἰς διαφόρους Χώρας καὶ διευθυνομένων ὑπὸ ἐπιτίμων προξενικῶν λειτουργῶν δὲν εἶναι ἐπιτρεπτή, εἰμὴ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς συγκαταθέσεως τῶν δύο Κρατῶν διαμονῆς.

Ἄρθρον 59.

Προστασία τῶν Προξενικῶν χώρων.

Τὸ Κράτος διαμονῆς λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως προστατεύῃ τοὺς προξενικοὺς χώρους Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ καὶ ὅπως παρεμποδίζῃ ἵνα ὑποστῶσιν εἰσβολὴν ἢ ζημίαν καὶ ὅπως διαταραχθῇ ἡ ἡσυχία τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἢ μειωθῇ ἡ ἀξιοπρέπεια αὐτῆς.

Ἄρθρον 60.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ τῶν Προξενικῶν χώρων.

1. Οἱ προξενικοὶ χῶροι Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ, τῶν ὁποίων τὸ ἀποστέλλον Κράτος εἶναι κύριος ἢ μισθωτής, ἀπαλλάσσονται πάντων τῶν φόρων καὶ τελῶν πάσης φύσεως, κρατικῶν, περιφερειακῶν ἢ κοινοτικῶν, ἐφ' ὅσον δὲν πρόκειται περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀντάλλαγμα παρεχομένων εἰδικῶν ὑπηρεσιῶν.

2. Ἡ φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς φόρους τούτους καὶ τέλη ὅταν, κατὰ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους διαμονῆς, εἶναι εἰς βάρος τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον συνεβλήθη μετὰ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους.

Ἄρθρον 61.

Ἀπαραβίαστον τῶν Προξενικῶν ἀρχείων καὶ ἐγγράφων.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα καὶ ἔγγραφα Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ εἶναι ἀπαραβίαστα εἰς πᾶσαν στιγμὴν καὶ εἰς οἱονδήποτε τόπον καὶ ἂν εὑρίσκωνται, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ὦσιν διαχωρισμένα τῶν ἄλλων χαρτίων καὶ ἐγγράφων καί, ἰδίᾳ, τῆς ἰδιωτικῆς ἀλληλογραφίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ παντὸς προσώπου ἐργαζομένου μετ' αὐτοῦ, ὡς καὶ τῶν ἀγαθῶν, βιβλίων καὶ ἐγγράφων ἅτινα σχετίζονται πρὸς τὸ ἐπάγγελμά των ἢ τὸ ἐμπόριόν των.

Ἄρθρον 62.

Τελωνειακὴ ἀπαλλαγή.

Συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς διατάξεις ἃς δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τὸ Κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει τὴν εἰσαγωγὴν ὡς καὶ τὴν ἀπαλλαγὴν παντὸς τελωνειακοῦ δασμοῦ, τέλους ἢ ἄλλης συναφοῦς ὀφειλῆς, πλὴν τῶν δαπανῶν ἐναποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καὶ δαπανῶν σχετικῶν πρὸς ἀναλόγους ὑπηρεσίας, διὰ τὰ ἀκόλουθα ἀντικείμενα, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως προορίζωνται ἀποκλειστικῶς δι' ἐπίσημον χρῆσιν Προξενικῆς τινος Ἀρχῆς διευθυνομένης ὑπὸ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ: τοὺς θυρεούς, σημαίας, ἐμβλήματα, σφραγῖδας, βιβλία, ἐπίσημα ἔντυπα, τὰ ἔπιπλα τοῦ γραφείου, τὸ ὑλικὸν καὶ εἴδη γραφείων καὶ τὰ ἀνάλογα ἀντικείμενα τὰ προμηθευόμενα εἰς τὴν Προξενικὴν Ἀρχὴν ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ἢ ἐπὶ τῇ αἰτήσει τούτου.

Ἄρθρον 63.

Ποινικὴ Διαδικασία.

Ὁσάκις ποινικὴ διαδικασία κινεῖται κατὰ ἐπιτίμου προξενικοῦ λειτουργοῦ, οὗτος ὑποχρεοῦται νὰ παρουσιασθῇ ἐνώπιον τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν. Οὐχ ἧττον ἡ διαδικασία δέον ὅπως διεξαχθῇ μετὰ τῆς προσηκούσης ἀβρότητος τῆς ὀφειλομένης εἰς τὸν ἐπίτιμον προξενικὸν λειτουργὸν λόγῳ τῆς ἐπισήμου αὐτοῦ θέσεως καί, ἐκτὸς ἐὰν ὁ ἐνδιαφερόμενος τελῇ ὑπὸ σύλληψιν ἢ κράτησιν, κατὰ τρόπον παρεμποδίζοντα τὸ ὀλιγώτερον δυνατὸν τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων. Ὅταν καθίσταται ἀναγκαῖον νὰ τεθῇ ἐπίτιμος προξενικὸς λειτουργὸς εἰς κατάστασιν προφυλακίσεως ἡ διαδικασία ἡ στρεφομένη κατ' αὐτοῦ δέον νὰ ἄρξηται ἐντὸς τῆς συντομωτέρας προθεσμίας.

Ἄρθρον 64.

Προστασία τοῦ ἐπιτίμου Προξενικοῦ λειτουργοῦ.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὑποχρεοῦται νὰ παρέχῃ εἰς τὸν ἐπίτιμον προξενικὸν λειτουργὸν τὴν προστασίαν ἡ ὁποία θὰ ἦτο ἀναγκαία λόγῳ τῆς ἐπισήμου αὐτοῦ θέσεως.

Ἄρθρον 65.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τῆς καταγραφῆς εἰς βιβλία ἀλλοδαπῶν καὶ ἀπὸ τῆς ἀδείας διαμονῆς.

Οἱ ἐπίτιμοι προξενικοὶ λειτουργοί, ἐξαιρέσει τῶν ἀσκούντων ἐν τῷ Κράτει διαμονῆς ἐπαγγελματικὴν ἢ ἐμπορικὴν ἐργασίαν δι' ἴδιον αὐτῶν ὄφελος, ἀπαλλάσσονται πασῶν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ὡς πρὸς τὴν καταγραφὴν εἰς τὰ βιβλία ἀλλοδαπῶν καὶ τὴν ἄδειαν διαμονῆς.

Ἄρθρον 66.

Φορολογικὴ ἀπαλλαγή.

Ὁ ἐπίτιμος προξενικὸς λειτουργὸς ἀπαλλάσσεται πάντων τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἀποζημιώσεων καὶ ἀποδοχῶν ἃς λαμβάνει ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους λόγῳ τῆς ἀσκήσεως τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

Ἄρθρον 67.

Ἀπαλλαγὴ ἀπὸ προσωπικὰς παροχάς.

Τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει νὰ ἀπαλλάσσῃ τοὺς ἐπιτίμους προξενικοὺς ὑπαλλήλους πάσης προσωπικῆς παροχῆς καὶ πάσης ὑπηρεσίας δημοσίας ὠφελείας, οἱασδήποτε φύσεως καὶ ἂν εἶναι αὕτη, ὡς καὶ τῶν στρατιωτικῶν ὑποχρεώσεων, ὡς ἐπιτάξεις, συνεισφοραὶ καὶ στρατιωτικὰ καταλύματα.

Ἄρθρον 68.

Προαιρετικὸς χαρακτὴρ τοῦ θεσμοῦ τῶν ἐπιτίμων Προξενικῶν ὑπαλλήλων.

Ἕκαστον Κράτος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως ἀποφασίζῃ ἐὰν θὰ διορίζῃ ἢ θὰ δέχεται ἐπιτίμους προξενικοὺς ὑπαλλήλους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 69.

Προξενικοὶ Πράκτορες μὴ ἀρχηγοὶ Προξενικῶν Ἀρχῶν.

1. Ἕκαστον Κράτος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως ἀποφασίζῃ ἐὰν θὰ συστήσῃ ἢ θὰ δεχθῇ προξενικὰ πρακτορεῖα διευθυνόμενα ὑπὸ προξενικῶν πρακτόρων οἵτινες δὲν ἔχουσιν ὁρισθῇ ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους ὡς ἀρχηγοὶ Προξενικῆς Ἀρχῆς.

2. Οἱ ὅροι κατὰ τοὺς ὁποίους τὰ προξενικὰ πρακτορεῖα κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύνανται νὰ ἀσκῶσι τὰ καθήκοντά των, ὡς καὶ τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίαι ὧν δύνανται νὰ ἀπολαύωσιν οἱ προξενικοὶ πράκτορες οἱ ὁποῖοι τὰ διευθύνουσιν, ὁρίζονται διὰ συμφωνίας μεταξὺ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ Κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 70.

Ἄσκησις Προξενικῶν καθηκόντων ὑπὸ διπλωματικῆς ἀποστολῆς.

1. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφαρμόζονται ἐπίσης, ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ τὸ κείμενον τὸ ἐπιτρέπει, εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων ὑπὸ διπλωματικῆς τινος ἀποστολῆς.

2. Τὰ ὀνόματα τῶν μελῶν τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τῶν ἀπεσπασμένων εἰς τὸ Προξενικὸν Τμῆμα ἢ ἄλλως ἐπιφορτισμένων εἰς τὴν ἄσκησιν προξενικῶν καθηκόντων τῆς ἀποστολῆς ἀνακοινοῦνται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ εἰς τὴν ὑποδεικνυομένην Ἀρχὴν ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τούτου.

3. Ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν προξενικῶν καθηκόντων, ἡ διπλωματικὴ ἀποστολὴ δύναται νὰ ἀπευθύνεται:

α) εἰς τὰς ἐπιτοπίους ἀρχὰς τῆς προξενικῆς περιφερείας,

β) εἰς τὰς κεντρικὰς ἀρχὰς τοῦ Κράτους διαμονῆς ἐὰν οἱ νόμοι, οἱ κανονισμοὶ καὶ συνήθειαι τοῦ Κράτους διαμονῆς ἢ διεθνεῖς συμφωνίαι ἐν προκειμένῳ τὸ ἐπιτρέπωσι.

4. Τὰ προνόμια καὶ αἱ ἀσυλίαι τῶν μελῶν τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς, τῶν μνημονευομένων εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, καθορίζονται ὑπὸ τῶν κανόνων τοῦ διεθνοῦς δικαίου τῶν ἀφορώντων τὰς διπλωματικὰς σχέσεις.

Ἄρθρον 71.

Ὑπήκοοι ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ Κράτους διαμονῆς.

1. Ἐκτὸς ἐὰν ἤθελον παρασχεθῇ συμπληρωματικαὶ διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίαι ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς, οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ οἵτινες εἶναι ὑπήκοοι ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ Κράτους διαμονῆς, δὲν ἀπολαύουσιν εἰμὴ ἐτεροδικίας καὶ τοῦ προσωπικοῦ ἀπαραβιάστου διὰ τὰς ἐπισήμους πράξεις τὰς τελεσθείσας ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν καθηκόντων των καὶ τοῦ προνομίου τοῦ προβλεπομένου ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ ἄρθρου 44. Ὅσον ἀφορᾷ τοὺς προξενικοὺς τούτους λειτουργούς, τὸ Κράτος διαμονῆς βαρύνεται ὡσαύτως διὰ τῆς προβλεπομένης ἐν ἄρθρῳ 42 ὑποχρεώσεως. Ὅταν ποινικὴ ἀγωγὴ κινῆται ἐναντίον τοιούτου προξενικοῦ λειτουργοῦ, ἡ διαδικασία δέον ὅπως διεξάγηται κατὰ τρόπον παρενοχλοῦντα τὸ ὀλιγώτερον δυνατὸν τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

1. Τὰ ἄλλα μέλη τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς ἄτινα εἶναι ὑπήκοοι ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ Κράτους διαμονῆς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας των, ὡς καὶ τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας τῶν προξενικῶν λειτουργῶν περὶ ὧν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δὲν ἀπολαύουσιν εὐκολιῶν, προνομίων καὶ ἀσυλιῶν εἰμὴ ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ τὸ Κράτος τοῦτο ἀναγνωρίζει εἰς αὐτοὺς ταύτας. Τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας μέλους Προξενικῆς Ἀρχῆς καὶ τὰ μέλη τοῦ ἰδιωτικοῦ προσωπικοῦ, ἅτινα εἶναι ἐπίσης ὑπήκοοι ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ Κράτους διαμονῆς, δὲν ἀπολαύουσιν ὡσαύτως τῶν διευκολύνσεων, προνομίων καὶ ἀσυλιῶν εἰμὴ ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ τὸ Κράτος τοῦτο ἀναγνωρίζει εἰς αὐτοὺς ταύτας. Ἐν τούτοις, τὸ Κράτος διαμονῆς ὀφείλει νὰ ἀσκῇ τὴν δικαιοδοσίαν του ἐπὶ τῶν προσώπων τούτων κατὰ τρόπον ὥστε νὰ μὴ παρεμποδίζηται κατὰ τρόπον ὑπέρμετρον ἡ ἄσκησις τῶν καθηκόντων τῆς Προξενικῆς Ἀρχῆς.

Ἄρθρον 72.

Μὴ διάκρισις.

1. Ἐφαρμόζον τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως τὸ Κράτος διαμονῆς δὲν θὰ ποιῆται διακρίσεις μεταξὺ τῶν Κρατῶν.

2. Ἐν τούτοις, δὲν θεωροῦνται ὡς μέτρα διακρίσεως :

α) τὸ γεγονὸς τῆς ἐφαρμογῆς ὑπὸ τοῦ Κράτους διαμονῆς περιοριστικῆς διατάξεώς τινος τῆς παρούσης συμβάσεως ἐφ' ὅσον ἡ διάταξις αὕτη ἐφαρμόζεται κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον εἰς τὰς Προξενικὰς του Ἀρχὰς ἐν τῷ ἀποστέλλοντι Κράτει.

β) Τὸ γεγονὸς διὰ τὰ Κράτη ὅπως ἀπολαύωσιν ἀμοιβαίως, δυνάμει ἐθίμου ἢ συμφωνίας, εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως τῆς ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως παρεχομένης.

Ἄρθρον 73.

Σχέσεις μεταξὺ τῆς παρούσης συμβάσεως καὶ ἑτέρων Διεθνῶν Συμφωνιῶν.

1. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως δὲν θίγουσι τὰς ἄλλας ἐν ἰσχύι διεθνεῖς συμφωνίας εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Κρατῶν, συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὰς συμφωνίας ταύτας.

2. Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης συμβάσεως θὰ ἠδύνατο νὰ ἐμποδίζῃ τὰ Κράτη ὅπως συνάψωσι διεθνεῖς συμφωνίας, ἐπιβεβαιούσας, συμπληρούσας ἢ ἀναπτυσσούσας τὰς διατάξεις της ἢ ἐπεκτεινούσας τὸ πεδίον ἐφαρμογῆς των.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 74.

Ὑπογραφή.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν δι' ὅλα τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἑνὸς ἐξειδικευμένου ὀργανισμοῦ, ὡς καὶ διὰ κάθε Κράτος Μέλος τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Δικαστηρίου Διεθνοῦς Δικαιοσύνης καὶ διὰ κάθε ἕτερον κράτος ὅπερ ἤθελε προσκληθῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἵνα καταστῇ Μέλος εἰς τὴν Σύμβασιν, κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον:

Μέχρι τῆς 31ης Ὀκτωβρίου 1963, εἰς τὸ Ὁμοσπονδιακὸν Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τῆς Δημοκρατίας τῆς Αὐστρίας καὶ ἐν συνεχείᾳ μέχρι τῆς 31ης Μαρτίου 1964 εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ.

Ἄρθρον 75.

Ἐπικύρωσις.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἐπικυρωθῆ. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 76.

Προσχώρησις.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν οἱουδήποτε Κράτους ἀνήκοντος εἰς μίαν ἐκ τῶν τεσσάρων κατηγοριῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 74. Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

"Αρθρον 77.

Θέσις ἐν ἰσχύι.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τοῦ εἰκοστοῦ - δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Δι' ἕκαστον τῶν Κρατῶν ἅτινα θὰ ἐπικυρώσουν τὴν Σύμβασιν ἢ θὰ προσχωρήσουν εἰς αὐτὴν μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ εἰκοστοῦ δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἡ Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς καταθέσεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεώς του.

"Αρθρον 78.

Κοινοποίησις ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ κοινοποιῇ πρὸς ὅλα τὰ Κράτη ἀνήκοντα εἰς μίαν ἐκ τῶν τεσσάρων κατηγοριῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 74:

α) τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, συμφώνως τοῖς ἄρθροις 74, 75 καὶ 76

β) τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 77.

"Αρθρον 79.

Αὐθεντικὰ κείμενα.

Τὸ πρωτότυπον τῆς παρούσης Συμβάσεως, τοῦ ὁποίου τὰ κείμενα Ἀγγλικόν, Κινεζικόν, Ἱσπανικόν, Γαλλικὸν καὶ Ρωσσικὸν εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θὰ κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὁ ὁποῖος θὰ ἐκδίδῃ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, πρὸς ὅλα τὰ Κράτη ἀνήκοντα εἰς μίαν ἐκ τῶν τεσσάρων κατηγοριῶν μνημονευομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 74.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ ὑπογραφόμενοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βιέννῃ τὴν εἰκοστὴν τετάρτην Ἀπριλίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοστοῦ ἑξηκοστοῦ τρίτου.

"Αρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Διεθνοῦς Συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν ἐν τοῖς παραγρ. 1 καὶ 2 τοῦ ἄρθρου 77 αὐτῆς διαλαμβανομένων.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ